

### III. POLITIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE

#### 1) GÉNÉRALITÉS

1. Depuis le dernier examen, en 1999, le Nicaragua a continué à libéraliser son régime commercial, prêtant une attention particulière à la promotion des exportations, qui constituent un élément essentiel de la stratégie de développement du pays. En effet, les exportations sont encouragées notamment dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et grâce à l'exploitation croissante de zones franches (dont le nombre a augmenté en parallèle avec l'octroi de divers avantages financiers). De même, le gouvernement collabore plus étroitement avec le secteur privé dans la mise en œuvre de la politique commerciale nationale.

2. Pour satisfaire aux engagements qu'il a contractés dans le cadre de l'OMC et d'accords commerciaux préférentiels, en particulier le Marché commun centraméricain (MCCA), le Nicaragua a remanié ou modifié sa législation dans de nombreux domaines, notamment en adoptant le règlement centraméricain sur l'évaluation en douane, en promulguant une nouvelle loi sur les marchés publics, en approuvant diverses lois et divers accords ayant trait aux droits de propriété intellectuelle et en réformant le régime des zones franches. Sont également en cours d'élaboration/d'approbation un projet de loi sur le commerce extérieur, une nouvelle loi douanière et une loi sur la concurrence.

3. Lors du précédent examen, le Nicaragua participait déjà au MCCA et était partie à un accord de libre-échange (ALE) conclu avec le Mexique. Depuis lors, il s'est très activement employé à négocier des accords commerciaux régionaux, en particulier l'Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale-la République dominicaine et les États-Unis (ALEAC), qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2006 pour le Nicaragua. Conjointement avec les autres membres du MCCA, le Nicaragua a également commencé à négocier ou a conclu divers ALE: un qui est encore en vigueur (avec la République dominicaine); un autre dont le texte est achevé mais qui n'a pas encore été approuvé (avec le Taipei chinois); et trois qui sont en cours de négociation (avec le Canada, le Chili et le Panama). Le nombre toujours plus élevé d'accords préférentiels auxquels le Nicaragua est partie suscite des inquiétudes au sujet de leur coût administratif et des effets possibles de détournement des échanges.

4. La moyenne arithmétique des droits NPF appliqués par le Nicaragua est passée de 4,2 pour cent en 1999 à 5,8 pour cent en 2005, en grande partie à cause de la poursuite du processus d'harmonisation du tarif extérieur commun (TEC) du MCCA. Selon la définition de l'OMC, la moyenne des droits NPF appliqués aux produits agricoles était de 11,4 pour cent en 2005 (7,9 pour cent en 1999), contre 4,8 pour cent pour les produits non agricoles (3,4 pour cent en 1999). Le Nicaragua a consolidé ses droits de douane à un taux maximal de 40 pour cent pour la très grande majorité des produits (spécifiant 64 exceptions à la consolidation du taux maximal); les droits appliqués et consolidés sont tous des droits *ad valorem*.

5. Outre les droits de douane, le Nicaragua applique quelques taxes additionnelles aux importations: une taxe sélective de consommation (ISC), qui vise un nombre limité de produits non essentiels; la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), d'un taux uniforme de 15 pour cent; et la taxe pour services rendus à l'importation de marchandises (TSIM), qui est une commission douanière se chiffrent à 0,50 dollar EU, ou l'équivalent en monnaie nationale, par tonne brute ou fraction de tonne brute. À la fin de l'année 2001, le Nicaragua a éliminé le droit à l'importation temporaire institué en juillet 1994. Il n'applique pas de mesures antidumping ou compensatoires depuis 1999, mais a invoqué des mesures de sauvegarde pour quelques produits agricoles. La plupart des licences d'importation qui ont été conservées répondent à des motivations sanitaires, phytosanitaires ou

environnementales, ou sont appliquées en vertu de conventions internationales auxquelles le Nicaragua est partie.

## **2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS**

### **i) Enregistrement et documentation**

6. Au Nicaragua, les procédures et la documentation douanières sont fondées sur le Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA) et, depuis 2003, sur le Deuxième protocole du Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA III) (chapitre II 4) ii) a)). La législation nationale traite de questions de procédure spécifiques qui répondent aux intérêts nationaux.

7. Les importateurs et exportateurs doivent être inscrits au Registre unique des contribuables du Ministère des finances et du crédit public (MHCP), le but étant d'unifier le registre des contribuables et les autres registres relatifs aux personnes qui ont des relations avec l'État et ses organismes. Des prescriptions d'enregistrement obligatoire des produits (Ministère de la santé publique) s'appliquent aux médicaments ou aux produits pharmaceutiques pour la consommation humaine ou d'emploi vétérinaire ayant des noms déposés spécifiques, ainsi qu'aux produits d'hygiène ayant des effets préventifs ou thérapeutiques; aux spiritueux, vins et autres produits contenant de l'alcool; aux produits alimentaires et boissons; aux produits diététiques visant à prévenir ou compenser des carences alimentaires; aux cosmétiques, parfums et autres articles de toilette; et aux insecticides et désinfectants d'usage domestique.<sup>1</sup>

8. La documentation exigée pour les importations varie selon le pays d'origine et dépend de la question de savoir si le partenaire commercial a conclu un ALE ou non avec le Nicaragua. Moins de documents sont nécessaires pour les importations en provenance d'autres pays membres du MCCA, qui sont exemptés de l'obligation de présenter une "facture commerciale" ou une "déclaration de la valeur", alors que plus de documents sont exigés lorsque les importations proviennent d'un pays partie à un ALE. À l'exception des pays membres du MCCA, un certificat d'origine est exigé pour les autres pays avec lesquels un ALE a été conclu.<sup>2</sup> Le nombre de documents exigés pour les importations a considérablement baissé au cours de ces dernières années. Selon les autorités, il est passé de 12 à cinq pour les importations en provenance des pays membres du MCCA, de 16 à sept pour celles qui sont effectuées dans le cadre des ALE et de 16 à six pour celles qui proviennent du reste du monde.<sup>3</sup>

9. D'après les données de la Banque mondiale, les procédures douanières du Nicaragua sont, à certains égards, relativement moins pesantes que celles d'autres pays de la région. Par rapport à la moyenne observée en Amérique latine ou dans la région des Caraïbes, le Nicaragua exige moins de documents ou de signatures pour les exportations ou les importations. Cela étant, le temps de traitement est légèrement supérieur à la moyenne pour les importations et bien plus long pour les exportations (tableau III.2). Selon la Direction générale des douanes (DGA) du Nicaragua, le temps de traitement moyen des importations, si le dédouanement est effectué à la frontière, est de trois heures au maximum (de 20 minutes au minimum); si le dédouanement a lieu dans le cadre du transfert d'un fourgon de la frontière à un entrepôt de Managua, le temps de traitement moyen est de

---

<sup>1</sup> Des preuves de l'enregistrement doivent être présentées conjointement avec la déclaration pour le dédouanement.

<sup>2</sup> Avec l'entrée en vigueur de l'ALEAC pour le Nicaragua, un certificat d'origine n'est plus nécessaire pour les importations en provenance des États-Unis.

<sup>3</sup> Dans ces chiffres sont compris deux types de documents qui ne sont pas toujours exigés: autorisations spéciales et exonérations (voir le tableau III.1).

quatre jours au maximum<sup>4</sup>; enfin, pour les exportations, le temps de traitement maximal est de quatre heures.

**Tableau III.1**  
**Documents exigés pour les importations selon l'origine des marchandises, 2006**

	Amérique centrale	ALE	Reste du monde
Déclaration en douane	X	X	X
FAUCA <sup>a</sup>	X		
Facture commerciale		X	X
Document de transport	X	X	X
Déclaration de la valeur		X	X
Certificat d'origine		X	
Solvabilité fiscale	X	X	X
Document de paiement	X	X	X
Autorisations spéciales (pour les produits restreints)	X	X	X
Exonération (le cas échéant)	X	X	X

a Formulaire de douane centraméricain unique.

Source: Renseignements communiqués par les autorités nicaraguayennes.

**Tableau III.2**  
**Comparaison des documents exigés pour les exportations et les importations, 2005**

	Moyenne observée en Amérique latine et dans la région des Caraïbes	Nicaragua
Documents pour l'exportation (nombre)	7,5	6
Signatures pour l'exportation (nombre)	8,0	4
Temps de traitement pour l'exportation (jours)	30,3	38
Document pour l'importation (nombre)	10,6	7
Signatures pour l'importation (nombre)	11,0	5
Temps de traitement pour l'importation (jours)	37,0	38

Source: Banque mondiale, renseignements accessibles à l'adresse suivante: <http://www.doingbusiness.org/ExploreTopics/TradingAcrossBorders/>.

## ii) Procédures douanières, dédouanement et valeur en douane

10. Les importateurs doivent faire appel aux services d'un agent en douane agréé. Toutefois, l'article 17 du règlement relatif au CAUCA (RECAUCA) définit une série de cas (par exemple importations du gouvernement, des municipalités, par voie postale jusqu'à une valeur de 1 000 dollars EU) dans lesquels l'intervention d'un agent en douane est facultative.

11. Au sein du MCCA, le régime de transit douanier international (formulaire de déclaration et instructions connexes)<sup>5</sup> établit les règles du commerce de transit douanier international par voie terrestre. Le règlement d'application correspondant figure dans le règlement sur le régime de transit douanier international par voie terrestre.

<sup>4</sup> Y compris le temps de transfert de la frontière à l'entrepôt, le temps de déchargement, le temps de préparation de la déclaration par l'agent en douane et le temps nécessaire pour les formalités douanières.

<sup>5</sup> Résolution n° 65-2001 (COMRIEDRE).

12. Au Nicaragua, les procédures douanières se sont simplifiées en partie grâce à l'usage de l'informatique. Le système douanier automatisé (SIDUNEA++) est une application informatique internationale créée par la CNUCED selon les principes douaniers de l'OMC et de l'Organisation mondiale des douanes.<sup>6</sup> Le système SIDUNEA++ permet aussi un échange électronique de données entre les négociants et les douanes selon les normes d'échange électronique de données pour l'administration, le commerce et les transports (Edifact).

13. La DGA met actuellement en œuvre un plan de centralisation des serveurs. À l'exception de quelques services de douane situés dans la région de l'Atlantique, où le développement technique ne le permet pas, le reste des serveurs du pays sont déjà centralisés afin de garantir que les auxiliaires de la fonction publique pourront accéder au système informatique, effectuer les déclarations 24 heures sur 24 tous les jours de l'année et acquitter les taxes en accédant à des établissements bancaires qui ont participé au projet. On espère que les usagers percevront une amélioration notable du rendement et de la vitesse d'accès aux serveurs ainsi qu'une homogénéité dans les procédures douanières automatisées.

14. Il existe une version provisoire d'un avant-projet de "Loi douanière générale" qui a pour objet de faciliter le commerce et d'incorporer toutes les questions liées à l'ALEAC. Une fois en vigueur, la Loi douanière générale remplacera la Loi sur l'autodédouanement, qui était censée être une loi douanière complète mais qui régleme les activités douanières de manière incomplète. Parmi les modifications les plus significatives qui devraient être incorporées dans la Loi douanière générale figure le regroupement en un seul ensemble de textes juridiques d'une série de lois, de décrets et de règles douanières nationales (contrebande et fraudes douanières, franchise de droits et autres sujets), dont la dispersion rend l'application difficile, les règles prévues dans le CAUCA et son règlement d'application étant supprimées.<sup>7</sup>

15. Depuis juin 2002, le Nicaragua détermine la valeur en douane selon les dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane) et y inclut les frais de transport, de manipulation et d'assurances.<sup>8</sup> La législation sur l'évaluation en douane en vigueur au Nicaragua est la Résolution n° 115 du Conseil des Ministres de l'intégration économique et du commerce (COMIECO), qui a approuvé en 2004 le Règlement centraméricain sur l'évaluation en douane des marchandises. Selon les autorités, ce règlement est fondé sur l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. La Résolution n° 115 du COMIECO a abrogé la Loi n° 421 (Loi sur l'évaluation en douane et portant réforme de la Loi n° 265).<sup>9</sup> Le 28 avril 2000, le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC a autorisé le Nicaragua à continuer à utiliser jusqu'au 3 septembre 2002 les valeurs minimales officiellement établies pour l'évaluation de certains

---

<sup>6</sup> Le système présente une architecture client-serveur qui permet d'assurer la participation des fonctionnaires de l'administration des douanes et d'économiser les ressources de celle-ci en matière de saisie de données.

<sup>7</sup> Le projet de loi est actuellement révisé par une équipe de juristes du Ministère des finances, du Ministère du développement, de l'industrie et du commerce (MIFIC) et de la DGA, le but étant d'y incorporer, dans la mesure du possible, les observations présentées par le secteur privé. Le projet de loi est une condition préalable à un versement de la BID en faveur du Nicaragua.

<sup>8</sup> En 1995, le Nicaragua a invoqué le paragraphe 1 de l'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC afin de proroger de cinq ans le délai imparti pour la pleine mise en œuvre de l'Accord. En conséquence, l'application des dispositions de l'Accord est retardée jusqu'au 3 septembre 2000.

<sup>9</sup> Journal officiel n° 111 du 14 juin 2002.

pneumatiques, articles de friperies, chiffons et autres articles en matières textiles, et véhicules usagés et jusqu'au 3 septembre 2003 dans le cas du sucre.<sup>10</sup> Selon les autorités, ces prix minimaux ont été éliminés aux dates susmentionnées.

16. En 1997, le Nicaragua a supprimé les fourchettes de prix applicables aux importations (chapitre IV 2) ii)).<sup>11</sup>

17. Le Nicaragua n'est pas partie à la Convention sur la valeur en douane des marchandises de l'OMD. Le seul accord administré par l'OMD auquel le Nicaragua est partie est la Convention instituant le Conseil de coopération douanière.<sup>12</sup>

### iii) Règles d'origine

18. Le Nicaragua n'applique pas de règles d'origine non préférentielles et n'a pas de législation à cet égard. Les règles d'origine préférentielles s'appliquent uniquement dans le cadre d'accords commerciaux auxquels le Nicaragua est partie. Ces règles sont fondées sur le critère de la transformation substantielle, le critère surtout utilisé étant celui du changement de classification tarifaire; à une moindre échelle sont appliqués le critère de la valeur ajoutée et d'autres critères tels que le critère *de minimis* ou celui des biens fongibles, entre autres. Au titre des accords susmentionnés, il est nécessaire de présenter un certificat d'origine pour solliciter un traitement tarifaire préférentiel, sauf dans le cas du MCCA où la certification de l'origine figure dans le document d'importation (formulaire de douane).

19. En 2005, le Nicaragua a adopté le règlement centraméricain sur l'origine des marchandises.<sup>13</sup> L'article 3 dispose que les règles d'origine spécifiques sont fondées sur le critère du changement de classification tarifaire, d'autres critères pouvant être appliqués en tant que de besoin, selon les dispositions de l'annexe du règlement.

### iv) Droits de douane et autres prélèvements et impositions

#### a) Structure des droits NPF appliqués

20. En 1997, le Nicaragua a instauré une politique de réductions tarifaires qui s'est achevée en 2003. Cette politique a été complétée en 2002 et 2003 par des réformes fiscales qui ont institué des modifications tarifaires additionnelles. Malgré ces réductions, la moyenne arithmétique des taux NPF est passée de 4,2 pour cent en 1999 à 5,8 pour cent 2005 (tableau III.3), en partie à cause de l'accroissement de certains droits de douane (par exemple pour les fromages et d'autres produits lactés) au titre des engagements pris par le Nicaragua dans le cadre du MCCA (chapitre IV 2) ii)). Selon la définition de l'OMC, la moyenne des droits NPF appliqués en 2005 aux produits agricoles était de 11,4 pour cent (7,9 pour cent en 1999), contre 4,8 pour cent pour les produits non agricoles (3,4 pour cent en 1999). Selon la définition de la CITI (révision 2), la moyenne des droits NPF a augmenté pour le secteur manufacturier (5,7 pour cent contre 4 pour cent en 1999), le secteur agricole

<sup>10</sup> Document de l'OMC G/VAL/25 du 5 mai 2000.

<sup>11</sup> OMC (1999).

<sup>12</sup> Les conventions de l'OMD, ainsi que la situation du Nicaragua et d'autres pays à leur égard, sont résumées à l'adresse suivante: <http://www.wcoomd.org/ie/en/Conventions/conventions.html>.

<sup>13</sup> Approuvé par la Résolution n° 146 (COMIECO-XXXII) du 26 septembre 2005.

(8,5 pour cent contre 6,6 pour cent en 1999) et les industries extractives (2,2 pour cent contre 2 pour cent en 1999).

**Tableau III.3**  
**Structure des droits NPF appliqués par le Nicaragua, 1999-2005**  
(Pourcentage)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1. Lignes tarifaires consolidées (% du nombre total de lignes tarifaires)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Lignes tarifaires exemptées de droits (% du nombre total de lignes tarifaires)	46,9	46,9	46,8	47,2	46,9	46,6	46,8
3. Droits non <i>ad valorem</i> (% du nombre total de lignes tarifaires)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Contingents tarifaires (% du nombre total de lignes tarifaires)	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
5. Droits non <i>ad valorem</i> sans équivalent <i>ad valorem</i> (% du nombre total de lignes tarifaires)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. Moyenne simple des taux appliqués	4,2	4,2	5,1	5,1	5,1	5,3	5,8
Produits agricoles (définition de l'OMC) <sup>a</sup>	7,9	8,0	9,9	9,9	10,2	10,6	11,4
Produits non agricoles (définition de l'OMC) <sup>b</sup>	3,4	3,4	4,3	4,2	4,2	4,3	4,8
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (CITI 1)	6,6	6,7	8,4	8,4	8,3	8,3	8,5
Activités extractives (CITI 2)	2,0	2,0	2,2	2,2	2,1	2,1	2,2
Activités de fabrication (CITI 3)	4,0	4,0	5,0	4,9	5,0	5,2	5,7
7. Crêtes tarifaires nationales (% du nombre total de lignes tarifaires) <sup>c</sup>	0,9	0,9	0,5	0,4	0,5	0,9	0,9
8. Crêtes tarifaires internationales (% du nombre total de lignes tarifaires) <sup>d</sup>	0,4	0,8	0,5	0,4	0,5	0,9	0,9
9. Écart type général des taux appliqués	5,8	5,8	6,9	6,9	7,1	6,8	7,6
10. Droits de nuisance appliqués (% du nombre total de lignes tarifaires) <sup>e</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

a Accord sur l'agriculture de l'OMC.

b À l'exception du pétrole.

c Les crêtes tarifaires nationales sont les droits supérieurs au triple de la moyenne arithmétique des taux appliqués (indicateur 6).

d Les crêtes tarifaires internationales sont les droits supérieurs à 15 pour cent.

e Les droits de nuisance sont les droits supérieurs à zéro pour cent mais inférieurs ou égaux à 2 pour cent.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités nicaraguayennes.

21. L'un des moteurs de la récente réforme tarifaire a été l'harmonisation du tarif extérieur commun (TEC) du MCCA, dont les taux sont compris entre zéro et 15 pour cent pour la plupart des produits. Le droit de douane appliqué par le Nicaragua, également connu sous le nom de droit de douane à l'importation (DAI), est fondé sur le Système tarifaire centraméricain (SAC), lui-même inspiré du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Tous les droits, qu'ils soient appliqués ou consolidés, sont des droits *ad valorem*. Selon les dispositions de la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain, le Nicaragua et les autres pays membres du MCCA appliquent une politique tarifaire reposant sur les niveaux tarifaires suivants: zéro pour cent pour les biens d'équipement et matières premières non produits dans la région; 5 pour cent pour les matières premières produites dans les pays du MCCA; 10 pour cent pour les biens intermédiaires et d'équipement produits dans les pays du MCCA; et 15 pour cent pour les biens de consommation finals.

22. Les principales exceptions à la règle générale de cette structure tarifaire visent les produits agricoles, dont une grande partie est soumise à des droits très supérieurs à 15 pour cent. La moyenne

des droits appliqués aux produits agricoles (définition de l'OMC<sup>14</sup>) était de 11,4 pour cent en 2005, soit quasiment le double de la moyenne nicaraguayenne, qui est de 5,8 pour cent, pour tous les produits (tableau III.4). C'est dans ce secteur que l'on observe une grande partie des crêtes tarifaires indiquées dans la Liste XXIX du Nicaragua, qui atteignent 60 pour cent pour quelques produits laitiers, 60 pour cent pour quelques céréales et 170 pour cent pour certains morceaux de volailles (positions 0207.13 et 0207.14 du SH).

**Tableau III.4**  
**Analyse récapitulative des droits NPF appliqués par le Nicaragua, 2005**

Analyse	Taux appliqués en 2005				Importations en 2004 <sup>b</sup> (en millions de dollars EU)		
	Nombre de lignes <sup>a</sup>	Nombre de lignes utilisées	Moyenne tarifaire simple (%)	Fourchette (%)	Écart type (%)	CV	
<b>Total</b>	6 528	6 528	5,8	0-170	7,6	1,3	2 203,0
<b>Selon la définition de l'OMC<sup>c</sup></b>							
Produits agricoles	1 025	1 025	11,4	0-170	12,1	1,1	300,8
Animaux vivants et produits du règne animal	133	133	16,4	0-170	20,4	1,2	10,6
Produits laitiers	38	38	26,1	0-60	19,0	0,7	9,9
Café et thé, cacao, sucre, etc.	176	176	12,6	0-55	10,8	0,9	123,2
Fleurs coupées et plantes	59	59	5,8	0-15	7,0	1,2	1,3
Fruits et légumes	217	217	13,3	0-30	4,6	0,3	17,4
Céréales	22	22	17,9	0-61	23,4	1,3	27,5
Graines oléagineuses, graisses et huiles et produits dérivés	123	123	7,3	0-15	5,4	0,7	65,1
Boissons et spiritueux	63	63	15,0	0-40	9,9	0,7	21,7
Tabacs	19	19	6,1	0-15	5,2	0,9	14,2
Autres produits agricoles	175	175	3,8	0-15	4,9	1,3	10,0
Produits non agricoles (à l'exception du pétrole)	5 475	5 475	4,8	0-15	5,8	1,2	1 448,0
Poissons et produits à base de poisson	146	146	9,4	0-15	5,4	0,6	3,6
Produits minéraux, pierres gemmes et métaux précieux	358	358	5,1	0-15	5,9	1,2	115,7
Métaux	712	712	2,9	0-15	4,9	1,7	157,2
Produits chimiques et fournitures photographiques	1 095	1 095	2,5	0-15	4,6	1,9	387,5
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	220	220	7,3	0-15	5,5	0,8	55,5
Bois, pâtes à papier, papier et meubles	418	418	5,8	0-15	5,8	1,0	114,9
Textiles et vêtements	940	940	8,1	0-15	5,3	0,7	68,3
Matériel de transport	200	200	5,6	0-15	4,6	0,8	132,7
Machines non électriques	562	562	1,5	0-15	4,1	2,7	156,6
Machines électriques	303	303	3,5	0-15	5,8	1,7	170,1
Produits non agricoles non dénommés ailleurs	521	521	6,6	0-15	6,5	1,0	85,9

<sup>14</sup> Selon l'article 2 et l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture, la définition des produits agricoles donnée par l'OMC englobe les positions suivantes: chapitres 01-24 du SH, moins le poisson et les produits à base de poisson (soit les positions 0301-0307, 0509, 0511.91, 1504, 1603-1605 et 2301.20 du SH), outre quelques produits d'autres chapitres (soit les positions 2905.43, 2905.44, 2905.45, 3301, 3501-3505, 3809.10, 3823.11-3823.19, 3823.60, 3823.70, 3824.60, 4101-4103, 4301, 5001-5003, 5105-5103, 5201-5203, 5301 et 5302 du SH).

Analyse	Taux appliqués en 2005				Importations en 2004 <sup>b</sup> (en millions de dollars EU)		
	Nombre de lignes <sup>a</sup>	Nombre de lignes utilisées	Moyenne tarifaire simple (%)	Fourchette (%)	Écart type (%)	CV	
<b>Par secteur de la CITT<sup>d</sup></b>							
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	422	422	8,5	0-45	6,5	0,8	46,4
Activités extractives	110	110	2,2	0-15	3,6	1,6	248,5
Activités de fabrication	5 995	5 995	5,7	0-170	7,6	1,3	1 841,2
<b>Par stade de transformation</b>							
Matières premières	818	818	6,8	0-61	7,5	1,1	326,3
Produits semi-finis	2 102	2 102	3,2	0-55	5,2	1,6	274,4
Produits finis	3 608	3 608	7,1	0-170	8,3	1,2	1 535,5

a Nombre total de lignes inclus.

b Le total indiqué pour les importations totales est plus élevé que la somme des différents éléments du fait qu'il y a eu des importations de produits non classés dans le SH, d'une valeur de 66,8 millions de dollars EU.

c Vingt-huit lignes tarifaires sont exclues des définitions de l'OMC, tant pour les produits agricoles que pour les produits non agricoles (surtout les produits pétroliers).

d Classification internationale type par industrie de toutes les activités économiques (révision 2). Sont exclus l'électricité, le gaz et l'eau (une ligne tarifaire).

Note: CV = coefficient de variation.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités nicaraguayennes. Les données concernant les importations de 2004 proviennent de la base de données Comtrade de la Division de statistique des Nations Unies.

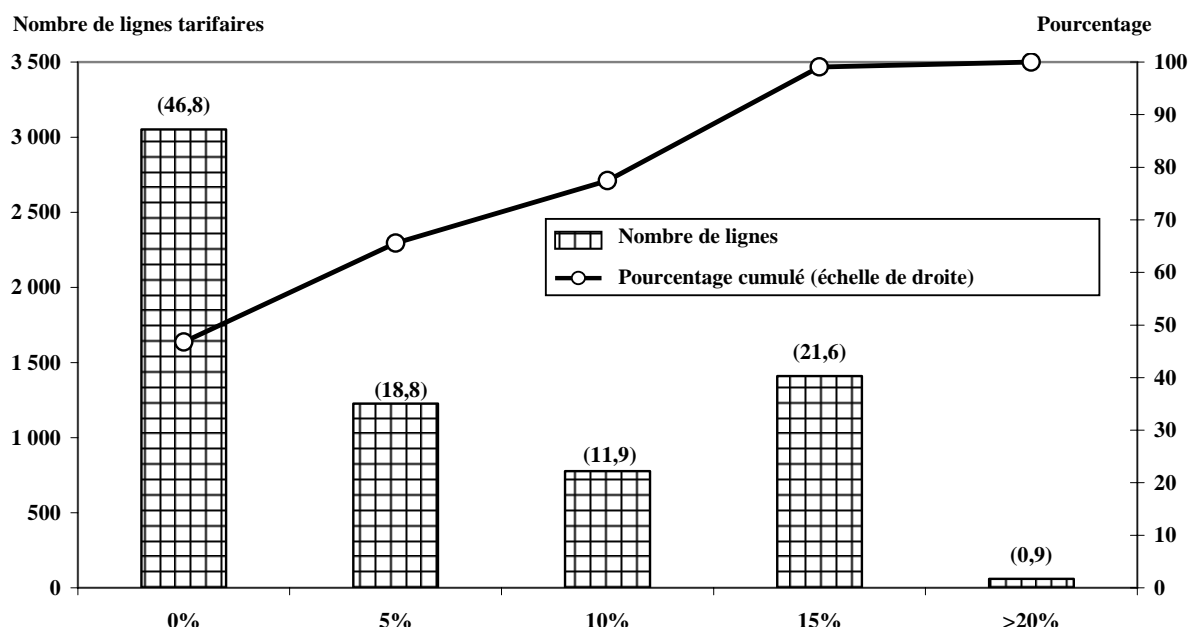
23. La structure tarifaire en vigueur au Nicaragua est relativement simple. Près de la moitié des produits inscrits dans la Liste XXIX sont exemptés de droits sur une base NPF, tous les droits étant des droits *ad valorem* (tableau III.3). On compte très peu de taux établis au niveau de nuisance (entre zéro et 2 pour cent), ou aux niveaux de "crête" internationaux (plus de 15 pour cent); en 2005, 99,1 pour cent du nombre total de lignes tarifaires du Nicaragua étaient visés par un taux nul ou par un taux compris entre le niveau de nuisance et le niveau de crête.

24. Il ressort des données figurant dans le graphique III.1 que près de la moitié des lignes tarifaires inscrites dans la Liste du Nicaragua est visée par un taux nul. Le deuxième taux le plus fréquemment observé est celui de 15 pour cent, soit un peu plus du cinquième du total; la plupart des autres taux sont de 5 ou 10 pour cent. Cette structure, bimodale d'une certaine façon, en ce sens que la plupart des droits se situent au niveau minimal ou maximal des quatre fourchettes principales, explique le coefficient de variation relativement élevé (1,3) indiqué dans le tableau III.4. Moins de 1 pour cent des produits de la Liste du Nicaragua sont soumis à un taux de 20 pour cent ou plus, taux qui atteint 170 pour cent pour quelques produits; ces crêtes visent un certain nombre de produits ayant une importance commerciale (surtout dans le secteur agricole). Le graphique III.2 montre que cette distribution est très similaire à celle du secteur manufacturier, qui englobe la majeure partie des lignes tarifaires. Pour les produits agricoles, la principale catégorie est celle qui est visée par un taux de 15 pour cent (un tiers des produits environ), tandis que les deux tiers des produits miniers sont exemptés de droits.



### Graphique III.1

#### Ventilation des droits NPF appliqués, 2005



Note: Les chiffres entre parenthèses représentent le pourcentage du nombre total de lignes.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités nicaraguayennes.

25. Pour les produits manufacturés, la moyenne tarifaire était de 5,7 pour cent en 2005, c'est-à-dire qu'elle était quasiment identique à la moyenne globale de 5,8 pour cent. Ce n'est pas étonnant vu que les industries manufacturières représentent 83,6 pour cent des lignes tarifaires. La majeure partie des droits appliqués aux industries manufacturières se situe entre zéro et 15 pour cent. La moyenne des droits était inférieure pour les produits des industries extractives (2,2 pour cent).

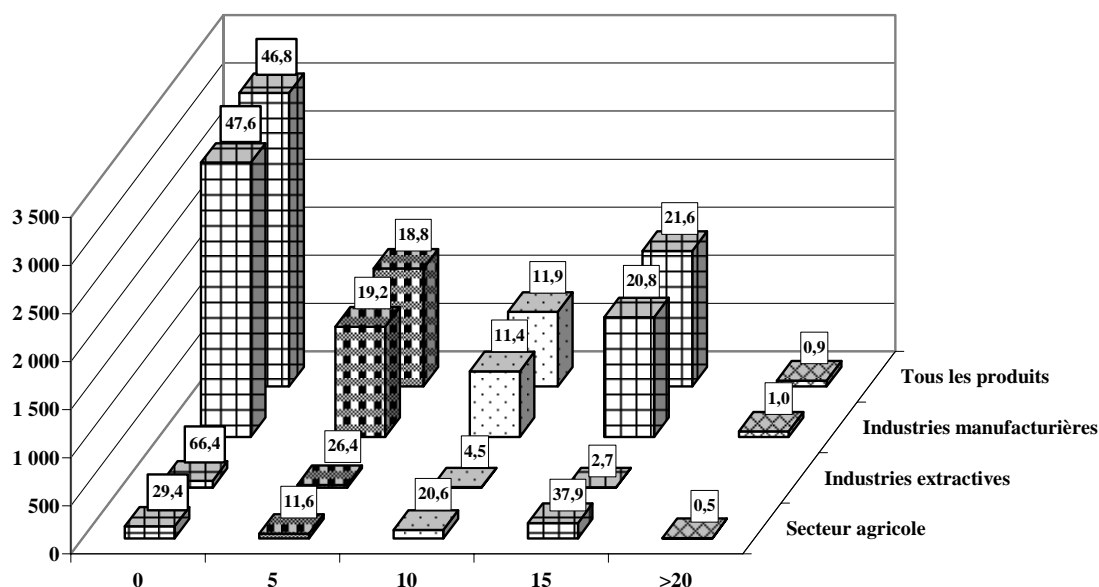
26. La structure des droits NPF appliqués témoigne d'une inversion partielle et non d'une progressivité simple, à mesure qu'augmente le degré de transformation (tableau III.4). En moyenne, les droits visant les matières premières (6,8 pour cent) sont plus de fois supérieurs aux droits appliqués aux produits semi-finis (3,2 pour cent). Les taux les plus élevés visent les produits finis (7,1 pour cent). Seuls trois secteurs (textiles et vêtements, produits en bois, papier et produits d'imprimerie) suivent la structure uniforme de la progressivité des droits de douane car les matières premières sont soumises à des droits nuls ou peu élevés, les produits semi-finis à des taux supérieurs et les produits finis aux taux les plus élevés (graphique III.3). L'inversion partielle de la tendance est particulièrement notable dans le secteur des produits alimentaires et des boissons, dans lequel les produits semi-finis sont assujettis à des droits supérieurs à ceux qui visent les produits entièrement finis.<sup>15</sup>

<sup>15</sup> On peut observer une autre structure non uniforme pour trois types de produits non agricoles – les produits chimiques et les produits en matières plastiques, les produits minéraux non métalliques et d'autres produits manufacturés – à savoir que les produits semi-finis sont soumis à des droits de douane inférieurs à ceux qui sont appliqués aux matières premières ou aux produits finis.

## Graphique III.2

### Répartition des droits NPF par secteur de la CITI<sup>a</sup>, 2005

Nombre de lignes



a Les chiffres représentent le pourcentage du nombre total de lignes.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités nicaraguayennes.

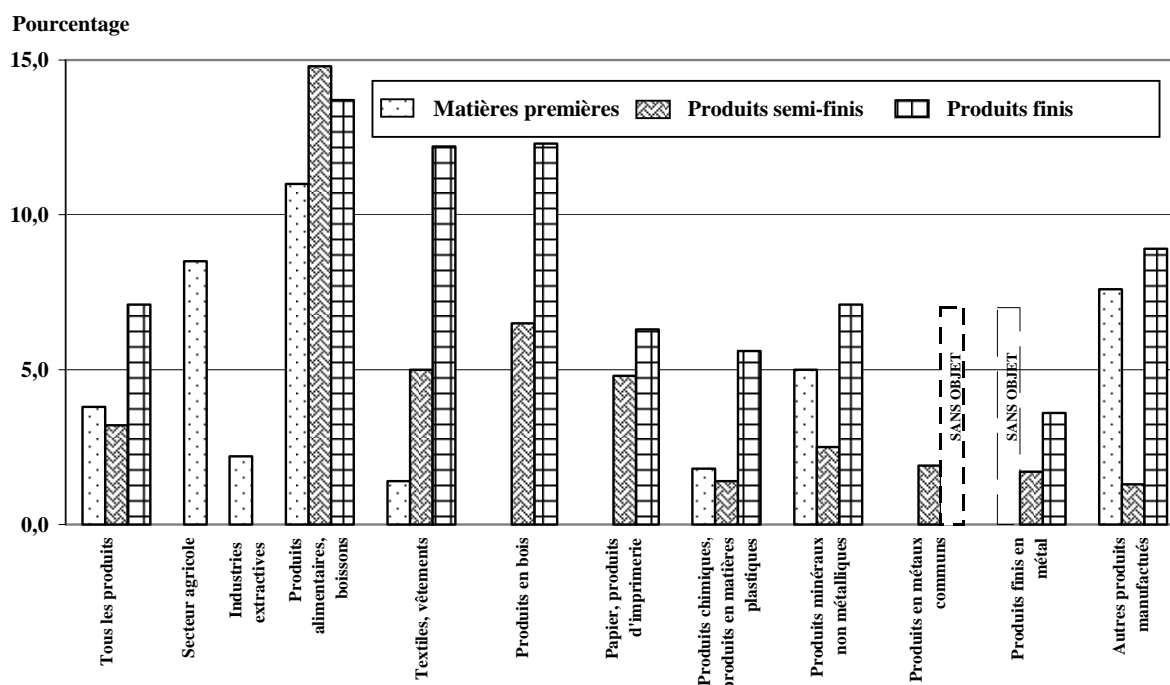
#### b) Droits NPF consolidés et engagements en matière de contingents

27. Le Nicaragua a consolidé ses droits à un taux maximal de 40 pour cent pour la très grande majorité des produits. Cette consolidation a été entièrement mise en œuvre au début de 2004, après une réduction graduelle à partir du taux maximal de 60 pour cent. Il a également spécifié 64 exceptions à la consolidation au taux maximal, qui correspondaient de manière diverse aux niveaux à 4, 6 ou 8 chiffres (tableau III.5). Ces exceptions visent 36 produits agricoles et 28 produits non agricoles. Quarante des consolidations à un taux supérieur au taux maximal s'établissent à 60 pour cent, 2 à 70 pour cent, 13 à 75 pour cent, 3 à 100 pour cent et 2 à 200 pour cent. Trois types de riz sont soumis à un droit de 61 pour cent, soit un point de pourcentage au-dessus du niveau consolidé.<sup>16</sup>

<sup>16</sup> Le droit NPF appliqué pour le riz passera de 61 à 60 pour cent conformément à l'Accord ministériel 022-2006.

### Graphique III.3

#### Progressivité des droits au niveau à deux chiffres de la CITI, 2005



Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités nicaraguayennes.

Tableau III.5  
Exceptions au taux plafond consolidé de 40 pour cent

Numéro de la position tarifaire	Désignation des produits	Droit consolidé (%)	Droit appliqué (%)
0201	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées	60	30
0202	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	60	30
0203	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées.	60	15
0207.11	Viandes et abats de coqs et de poules non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	60	30
0207.12	Viandes et abats de coqs et de poules non découpés en morceaux, congelés	60	30
0207.13	Viandes et abats de coqs et de poules, morceaux et abats, frais ou réfrigérés	200	5-170
0207.14	Viandes et abats de coqs et de poules, morceaux et abats, congelés	200	5-170
0207.24	Viandes et abats de dindes et dindons non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	60	15
0207.26	Viandes et abats de dindes et dindons, morceaux et abats, frais ou réfrigérés	200	5-15
0207.32	Viandes et abats de canards, d'oies ou de pintades non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	60	15
0207.35	Viandes et abats de canards, d'oies ou de pintades, frais ou réfrigérés	200	15
0401	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	75	15
0402	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	75	10-60
0403	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt	75	15-40

Numéro de la position tarifaire	Désignation des produits	Droit consolidé (%)	Droit appliqué (%)
0405.10	Beurre	75	40
0405.20	Pâtes à tartiner laitières	75	15
0405.90.90	Autres	75	15
0406	Fromages et caillebotte	75	0-40
0713.31	Haricots des espèces Vigna mungo Hepper	60	15
0713.32	Haricots "petits rouges" (haricots Adzuki) (Phaseolus ou Vigna angularis)	60	30
0713.33	Haricots communs (Phaseolus vulgaris)	60	10-30
0713.39	Autres	60	15
1005.90.30	Maïs blanc	60	15
ex1005.90.90	Maïs jaune	60	15
1006.10.90	Riz, autres	60	45
1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	60	61
1006.30.00	Riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	60	61
1006.40.00	Riz en brisures	60	61
1007.00.90	Sorgho à grains, autres	60	20
1102.20.00	Farine de maïs	60	5
1102.30.00	Farine de riz	60	5
1103.13	Gruaux et semoules de maïs	60	0-5
1103.19.20	Gruaux et semoules de riz	60	5
1202.10.90	Autres arachides crues, même décortiquées ou concassées.	60	10
1202.20.90	Décortiquées, même concassées mais non destinées à l'ensemencement	60	10
1507	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.	60	0-15
1511	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	60	0-15
1512.21	Huile brute, même dépourvue de gossypol	60	0
1512.29	Autres	60	15
1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide	100	55
2203.00	Bières de malt	75	15
2208.40.10	Rhum	75	40
2401	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac	75	0-5
2402	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes	75	15
2523.21	Ciments blancs, même colorés artificiellement	70	0
2523.29	Autres	70	10
2523.90	Autres ciments hydrauliques	70	10
3605.00	Allumettes	60	15
5303	Jute et autres fibres textiles libériennes, bruts ou travaillés mais non filés	75	0
5307	Fils de jute ou d'autres fibres textiles libériennes du n° 5303	75	5
5310	Fils de jute ou d'autres fibres textiles libériennes du n° 5303	100	5
5507	Fibres artificielles discontinues, cardées, peignées ou autrement transformées pour la filature.	75	0
5608	Filets confectionnés pour la pêche	60	5
Chapitre 61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	60	0-15
Chapitre 62	Vêtements et accessoires du vêtement autres que ceux en bonneterie	60	15
6305	Sacs et sachets d'emballage	100	5
6309	Articles de friperie	60	15
6310	Chiffons, ficelles, cordes et cordages, en matières textiles, sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage	60	5-15
6403	Chaussures à semelles extérieures en matières naturelles, artificielles, etc.	60	15
6404	Chaussures à semelles extérieures en d'autres matières	60	10-15
6405	Autres chaussures	60	15
ex6406	Bottines, guêtres et jambières, et leurs parties	60	5-10

Numéro de la position tarifaire	Désignation des produits	Droit consolidé (%)	Droit appliqué (%)
8702	Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus	60	5-10
8703	Voitures de tourisme principalement conçus pour le transport de personnes	60	5-10
8704	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	60	0-5
8705	Véhicules automobiles à usages spéciaux	60	0-10
8711	Motocycles	60	5
8714.1	Parties et accessoires de motocycles	60	10
8716.20.00	Remorques et semi-remorques pour usages agricoles	60	0

Note: La désignation de certains produits a été abrégée par manque d'espace.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités nicaraguayennes.

28. À l'exception du riz, en ce qui concerne la majeure partie des produits pour lesquels le Nicaragua applique des consolidations supérieures au taux maximal, les droits appliqués sont en réalité inférieurs aux taux consolidés. De fait, dans la plupart des cas, les droits appliqués à ces produits sont inférieurs au taux maximal général de 40 pour cent qui a été consolidé. Par exemple, dans le cas des fibres textiles et des tissus, les taux consolidés pour de nombreux produits sont compris entre 60 et 100 pour cent, bien que les taux appliqués se situent habituellement entre zéro et 15 pour cent.

29. Pendant le Cycle d'Uruguay, le Nicaragua a dû renégocier la liste de droits initiale présentée pendant le processus d'accession au GATT avec le Canada, les États-Unis et les CE, qui avaient des droits de négociateur primitif. Selon les autorités, seul le Canada a demandé la renégociation de certains produits et la question a été réglée de manière bilatérale.<sup>17</sup>

30. Selon les autorités, pour réduire au minimum la hausse des prix de certains produits sur le marché intérieur causée par des ruptures d'approvisionnement, le gouvernement continue à approuver des contingents à l'importation de riz en paille, de maïs jaune, de lait en poudre, de sucre et de farine de soja. De même, il a maintenu les contingents visant des morceaux spéciaux de viande destinés au secteur du tourisme et aux franchises (tableau III.6).

**Tableau III.6**  
**Contingents tarifaires établis par le Nicaragua, 2001-2005**  
(Volumes en tonnes métriques (TM))

Lignes tarifaires	Produit	Date initiale et date finale	Volume attribué	Volume utilisé	Droit préférentiel (%)
1006.10.90.10	Riz en paille	01/01/2001 a 31/12/2001	100 000,00	10 450,00	20
1006.10.90.10	Riz en paille	01/03/2001 a 30/09/2001 et 01/10/2001 a 30/09/2002	158 663,00	155 503,03	20
1006.10.90.00	Riz en paille	01/10/2002 a 30/09/2003	100 208,00	124 208,00	20
1006.10.90.00	Riz en paille	08/07/2003 a 30/09/2003	24 000,00		20
1006.10.90.00	Riz en paille	01/10/2003 a 30/09/2004	100 000,00	98 888,85	10

<sup>17</sup> L'arrangement conclu entre le Nicaragua et le Canada n'a pas été notifié à l'OMC.

Lignes tarifaires	Produit	Date initiale et date finale	Volume attribué	Volume utilisé	Droit préférentiel (%)
1006.10.90.00	Riz en paille	01/08/2004 a	25 000,00	24 722,16	0
1006.40.00.00	Riz en brisures (arroz oro)	30/09/2004 01/08/2004 a 30/09/2004	5 000,00	3 076,76	0
1006.10.90.00	Riz en paille	01/10/2004 a 31/12/2004	25 000,00	25 000,00	10
1006.10.90.00	Riz en paille	01/01/2005 a 30/09/2005	75 000,00	74 374,65	10
1006.10.90.00	Riz en paille	01/06/2005 a 31/12/2005	40 000,00	33 136,63	10
1006.10.90.00	Riz en paille	16/08/2005 a 31/12/2005	25 000,00	17 751,84	10
1006.40.00.00	Riz en brisures (arroz oro)	26/08/2005 a 30/09/2005	1 500,00	0,00	10
0402.10.00.00	Lait écrémé	01/04/2001 a 31/03/2002	1 855,00	643,00	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	10/05/2001 a 31/03/2002	120,00	72,00	20
0402.21.22.00	Lait entier	10/05/2001 a 31/03/2002	260,00	60,03	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	15/03/2002 a 14/03/2003	200,00	200,00	20
0402.21.21.00	Lait entier	09/08/2002 a 31/12/2002	962,00	925,82	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	05/09/2002 a 31/12/2002	100,00	32,00	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	01/05/2003 a 31/12/2003	590,00	509,91	20
0402.21.21.00	Lait entier	01/05/2003 et 15/10/2003 a 31/12/2003	1 075,00	934,39	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	15/02/2004 a 31/12/2004	700,00	508,44	20
0402.21.21.00	Lait entier	15/02/2004 a 30/05/2004 et 01/10/2004 a 31/12/2004	1 043,00	1 036,89	20
0402.10.00.00	Lait écrémé	24/01/2005 a 31/12/2005	700,00	399,95	20
0402.21.21.00	Lait entier	24/01/2005 a 30/05/2005 et 01/10/2005 a 31/12/2005	1 043,00	211,33	20

Source: Renseignements communiqués par les autorités nicaraguayennes.

31. Selon les autorités, les contingents susmentionnés ont été établis en raison d'un accroissement d'un pourcentage supérieur à celui qui avait été consolidé pour les contingents tarifaires, le droit à l'importation de riz et de lait en poudre ayant été porté à un niveau supérieur à celui du droit consolidé dans la Partie I, Section I-B de la Liste XXIX du Nicaragua: i) en ce qui concerne le riz, des contingents d'un volume moyen total de 100 000 tonnes métriques ont été établis chaque année, ce qui représente plus que l'engagement contracté dans le cadre de l'OMC; ii) les droits appliqués ont varié entre zéro et 20 pour cent, c'est-à-dire qu'ils ont été inférieurs au droit consolidé pour les contingents (40 pour cent); et iii) en ce qui concerne le lait en poudre, le volume a été égal au volume consolidé dans la Liste XXIX, le droit appliqué étant de 20 pour cent, soit un droit inférieur au droit consolidé pour les contingents, qui est de 40 pour cent. Quant aux autres produits pour lesquels le Nicaragua a

consolidé des engagements en matière de contingents tarifaires, les droits appliqués sont toujours inférieurs aux niveaux consolidés dans la Liste XXIX.

32. La méthode appliquée pour administrer les contingents tarifaires est la méthode historique (fondée sur les importations antérieures).<sup>18</sup> Lors de la répartition des contingents, un volume adéquat est systématiquement réservé à la catégorie des nouveaux importateurs. Pour ce faire, les pouvoirs publics ont généralement recours à des méthodes telles que la méthode "premier arrivé premier servi", la méthode des demandes ou une combinaison d'autres méthodes, toujours compte tenu de l'intérêt économique.

c) Concessions en matière de droits et d'impositions

33. Entre 1997 et 1999, le régime d'admission des importations à des conditions de faveur appliqué par le Nicaragua a été substantiellement révisé avec l'adoption d'une nouvelle loi fiscale<sup>19</sup>, le but étant de réduire les fraudes en spécifiant les produits exemptés du paiement des impositions et de supprimer le pouvoir discrétionnaire de l'administration d'établir des exceptions à la loi ou d'accorder des exemptions tarifaires. Actuellement, l'importation en régime de franchise de droits est autorisée pour les produits suivants et dans les cas suivants:

- matières premières, biens intermédiaires et biens d'équipement destinés au secteur agricole, à la petite industrie artisanale et à la pêche artisanale.<sup>20</sup> Seront également exonérés jusqu'au 30 juin 2009 les pièces de rechange, parties et accessoires des machines et équipements utilisés dans ces secteurs de production<sup>21</sup>;
- pétrole brut ou partiellement raffiné ou reconstitué et certains produits pétroliers;
- importations temporaires destinées aux entreprises de transformation situées dans les zones franches;
- machines, équipement, matériel et intrants destinés à la production, au transport et à la distribution d'électricité (pour une période de trois ans à compter de l'octroi de la licence de concession)<sup>22</sup>;
- importations effectuées dans le cadre de la construction d'hôtels et de centres de divertissement;
- appareils orthopédiques, médicaments et vaccins d'utilisation humaine ainsi que les intrants et matières premières destinés à leur fabrication<sup>23</sup>;

---

<sup>18</sup> Cette méthode consiste à répartir le volume attribué aux importateurs ayant un historique sur la base des importations consécutives du produit considéré qu'ils ont effectuées pendant une période représentative.

<sup>19</sup> OMC (1999).

<sup>20</sup> Loi n° 257 du 4 juin 1997 et Loi n° 303 du 24 mars 1999.

<sup>21</sup> Loi n° 257 du 4 juin 1997, Loi n° 303 du 24 mars 1999, Loi n° 453 du 6 mai 2003 et Loi n° 528 du 31 mai 2005.

<sup>22</sup> Loi n° 453 du 6 mai 2003.

<sup>23</sup> Article 114, Loi n° 192 (Réforme de la Constitution) du 15 juin 1995 et Loi n° 257 du 4 juin 1997.

- matériels, équipements, mobiliers, ustensiles et machines destinés à la construction et à l'exploitation de centres hospitaliers et de leurs annexes<sup>24</sup>;
- matériel devant permettre à certaines institutions éducatives et d'intérêt public d'exercer leurs activités (pompiers, Croix-Rouge);
- papier, machines et matériel destinés aux médias de masse (presse, radiodiffusion);
- livres, journaux, magazines et documents scolaires et scientifiques;
- machines et matériel, asphaltes et véhicules achetés par les autorités municipales en vue de la construction, de l'entretien et du nettoyage du réseau routier; et
- admission de marchandises pour une courte durée (par exemple, ordinateurs portatifs, échantillons commerciaux, matériel professionnel et matériels d'exposition).<sup>25</sup>

34. Les dispositions du MCCA prévoient la mise en place de ces régimes de faveur, qui doivent être autorisés par le Conseil tarifaire centraméricain; dans la pratique, cette règle a été appliquée sur une base *ex-post*.<sup>26</sup> Depuis mai 1996, les importations de matières premières et de biens d'équipement non produits dans la région peuvent entrer en franchise des droits.

d) Préférences tarifaires

35. Dans le cadre des accords commerciaux en vigueur auxquels il est partie, le Nicaragua accorde des préférences tarifaires aux quatre autres membres du MCCA, ainsi qu'au Mexique, à la République dominicaine et aux États-Unis. À ce jour, aucun autre partenaire commercial ne bénéficie d'un accès préférentiel au marché nicaraguayen. Cependant, le Canada, le Chili, le Taipei chinois et le Panama<sup>27</sup> jouiront d'un traitement préférentiel lorsque les ALE respectifs entreront en vigueur (chapitre II 4) ii).

36. Les données figurant dans le tableau III.7 montrent dans quelle mesure trois accords préférentiels réduisent les obstacles tarifaires au marché nicaraguayen. Si moins de la moitié des lignes tarifaires jouissaient d'une franchise de droits sur une base NPF en 2005, les pourcentages étaient très supérieurs pour les importations en provenance du Panama (63,9 pour cent), du Mexique

---

<sup>24</sup> Décret n° 520 du 5 août 1960 et ses modifications.

<sup>25</sup> Au moment de l'entrée de ces marchandises, il faut déposer auprès de la DGA un montant équivalent aux droits de douane et autres redevances qui seraient payables si ces produits étaient importés de façon permanente. Ce dépôt, qui est fixé au moment de l'admission des marchandises et qui peut représenter plus de 20 pour cent de la valeur de la marchandise, est remboursé lorsque celle-ci quitte le Nicaragua (au plus tard six mois après son entrée). Il s'agit des importations pour une courte durée prévues dans le Règlement relatif au CAUCA.

<sup>26</sup> Article 21 de la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain de 1984, actualisé pour la dernière fois en juin 1997.

<sup>27</sup> Le Panama jouit actuellement d'un traitement préférentiel pour certains produits conformément à une liste établie dans le cadre des échanges préférentiels entre le Nicaragua et le Panama.



(81,5 pour cent) et de la République dominicaine (91,8 pour cent).<sup>28</sup> Les données indiquées dans le tableau III.7 cadrent aussi avec les observations précédentes concernant le récent relèvement des droits. Le pourcentage de produits admis en franchise était légèrement inférieur en 2005 par rapport à 2000 et on a observé une importante augmentation du pourcentage de produits soumis à des droits compris entre 10,1 et 20,0 pour cent. En outre, le pourcentage de produits passibles de droits supérieurs à 20 pour cent a légèrement progressé.

**Tableau III.7**  
**Distribution des droits NPF et des droits préférentiels dans le tarif douanier du Nicaragua**  
(Pourcentage)

	NPF (2000)	NPF (2005)	Mexique (2005)	République dominicaine (2005)	Panama (2005)
Franchise de droits	46,90	46,59	81,47	91,78	63,92
0,1-5,0%	27,10	18,91	16,64	2,06	16,26
5,1-10,0%	25,07	11,85	1,05	0,49	4,49
10,1-20,0%	0,54	21,70	0,52	5,30	15,12
Droits supérieurs à 20,0%	0,38	0,95	0,32	0,37	0,21

Source: Renseignements communiqués par les autorités nicaraguayennes.

#### e) Autres prélèvements et impositions

37. Outre les droits de douane, le Nicaragua applique les charges additionnelles suivantes aux importations: la taxe sélective de consommation (ISC); la taxe pour services rendus à l'importation de marchandises (TSIM); et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

38. Depuis mai 2003, au titre de la Loi n° 453 sur l'équité fiscale (Titre IV), le Nicaragua applique l'ISC, qui a remplacé la taxe spécifique à la consommation (IEC), à un nombre limité de produits non essentiels. Selon les autorités, les biens importés passibles de cette taxe contribuent pour 14 pour cent à l'ensemble des droits de douane et la plupart de ces produits font partie de quatre groupes visés par des taux de 10, 15, 20 et 30 pour cent, respectivement. L'ISC est fondée sur le prix sortie usine pour les produits nationaux et sur la valeur c.a.f. pour les produits importés. Toutefois, dans le cas des boissons alcooliques et des produits du tabac, l'ISC est fondée sur le prix de vente au détail. En 2003, les taux de l'ISC applicables aux véhicules automobiles ont été réduits pour les moteurs de faible cylindrée; ils sont actuellement de 10 pour cent (pour les cylindrées allant jusqu'à 1 600 cm<sup>3</sup>), de 15 pour cent (pour les cylindrées comprises entre 1 601 et 2 600 cm<sup>3</sup>), de 20 pour cent (pour les cylindrées comprises entre 2 601 et 3 000 cm<sup>3</sup>), de 25 pour cent (pour les cylindrées comprises entre 3 001 et 4 000 cm<sup>3</sup>) et de 30 pour cent (pour les cylindrées de plus de 4 001 cm<sup>3</sup>).

39. L'ISC comprend un prélèvement appliqué aux produits pétroliers qui est spécifique car la base imposable est la quantité consommée et les taxes sont fixées en cents de dollars EU par gallon (3,78 litres). L'ISC appliqué aux combustibles est considéré comme la taxe la plus élevée imposée en Amérique centrale et c'est pourquoi les autorités envisagent la possibilité de la réduire ou de la supprimer car cela donnerait une plus grande compétitivité aux producteurs et exportateurs nicaraguayens.

40. Le Nicaragua applique aussi la taxe pour services rendus à l'importation de marchandises (TSIM), une commission douanière de 0,50 dollar EU ou l'équivalent en monnaie nationale par tonne

<sup>28</sup> Ces pourcentages se rapportent aux lignes tarifaires. Les importations atteignent une valeur de près de 10 millions de dollars EU pour le Panama, d'environ 180 millions de dollars EU pour le Mexique et d'un peu plus de 3 millions de dollars EU pour la République dominicaine.

brute ou fraction de tonne brute. La taxe est appliquée à toute importation définitive de marchandises, sauf celles qui sont admises par voie postale à des fins non commerciales. Elle est perçue par la DGA.<sup>29</sup>

41. Conformément à la Loi sur l'équité fiscale (Titre III), la taxe générale sur les ventes (IGV) a été remplacée par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Un taux général de 15 pour cent est appliqué sauf pour les exportations, qui sont visées par un taux nul. La TVA est perçue sur la majeure partie des transferts de marchandises (plus de 92 pour cent des lignes tarifaires) et de services. Pour ce qui est des importations, la TVA est calculée sur la valeur c.a.f. majorée de toutes les impositions et de tous les prélèvements pour services rendus (TSIM et entreposage) relatifs à l'admission des marchandises; pour les produits nationaux, elle est calculée sur le montant total de la valeur facturée et des autres taxes.<sup>30</sup>

42. Les exonérations de la TVA s'appliquent entre autres aux produits suivants: i) livres, brochures, revues, fournitures scolaires et scientifiques, journaux et autres publications périodiques, ainsi que les intrants et matières premières nécessaires pour la fabrication de ces produits; ii) médicaments, vaccins et sérums pour usage humain, orthèses, prothèses, ainsi que machines, équipements et pièces de rechange, intrants et matières premières nécessaires pour la fabrication de ces produits; iii) papier, machines et équipements, et pièces de rechange pour les médias de masse écrits, radiophoniques et télévisuels; iv) riz, haricots, sucre, huiles comestibles, café moulu, tortillas, sel, grains de soja; v) maïs, sorgho, pâte de maïs, farine de blé et de maïs, pain simple et pain doux traditionnel, levures vivantes pour usage exclusif dans la fabrication du pain simple et du pain doux traditionnel, farine de maïs grillé; vi) végétaux, fruits frais, légumes et autres produits agricoles obtenus dans le pays, non soumis à des processus de transformation ou d'emballage, à l'exception des fleurs ou des arrangements floraux; vii) œufs, lait modifié, préparations pour nourrissons, lait maternisé, lait entier et lait liquide; viii) fromages artisanaux nationaux; ix) production nationale de papier de toilette, savon pour la lessive, détergents, savon pour le bain, dentifrice et brosses à dents, désodorisants et déodorants, balais, allumettes, serviettes et gaz butane d'un poids pouvant aller jusqu'à 25 livres; x) animaux vivants et poissons frais, sauf les mollusques et crustacés; xi) viandes de bœuf ou de porc fraîches, réfrigérées ou congelées, viscères, abats, sauf échine et filets, vendus séparément ou avec l'animal entier<sup>31</sup>; et xii) production nationale de pantalons, de jupes, de chemises et chemisiers, de slips et caleçons, de chaussettes, de chaussures, de mules, de bottes en caoutchouc, et de bottes de type militaire à dessus en cuir et à semelles extérieures en caoutchouc pour la campagne, blouses, vêtements, soutiens-gorge, pantalons courts pour enfants, chemises, plastrons, chemisettes, couches en tissu, vêtements pour enfants.<sup>32</sup>

43. Les services suivants sont exonérés de la TVA: i) services de santé humaine; ii) primes découlant de contrats d'assurance contre les risques agricoles et des contrats obligatoires établis par la

<sup>29</sup> Article 38 de la Loi n° 257 du 4 juin 1997.

<sup>30</sup> Le Ministère des finances et du crédit public, en coordination avec le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce (MIFIC) et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture détermine la classification des produits aux fins de l'application de l'exonération prévue, selon la nomenclature du Système douanier centraméricain (SAC) applicable au pays.

<sup>31</sup> Dès lors que ces produits ne sont pas soumis à des processus de transformation, notamment pour les produits de la charcuterie, ou à des processus de conditionnement.

<sup>32</sup> La vente de ces produits sur le marché local par des entreprises relevant du régime des zones franches sera assujettie au paiement de la TVA.

loi<sup>33</sup>; iii) spectacles organisés avec le concours de sportifs non professionnels et ceux qui sont parrainés par des entités religieuses, à condition que le résultat de ces activités permette d'atteindre les objectifs pour lesquels elles ont été organisées; iv) transports intérieurs, aériens, terrestres, lacustres, fluviaux et maritimes; v) services d'éducation assurés par des entités et des organisations à caractère principalement éducatif; vi) fourniture de l'énergie et l'électricité utilisées pour l'irrigation; vii) facturation ayant trait à la fourniture d'énergie à usage domestique pour des volumes inférieurs ou égaux à 300 kW/h par mois<sup>34</sup>; viii) fourniture d'eau potable, sauf la glace et l'eau embouteillée; ix) intérêts des prêts accordés par les établissements financiers et par les associations et fondations civiles à but lucratif ou non, agréées, soumises ou non à la surveillance de l'Inspection générale des banques et autres institutions financières; x) contrats de construction de logements d'intérêt social<sup>35</sup>; xi) location d'immeubles destinés à l'habitation, sauf les meublés; et xii) location de terres, de machines ou d'équipements pour un usage agricole, forestier ou aquicole.

44. Le Nicaragua perçoit un droit d'entreposage de 2,0 dollars EU par tonne par jour pour les marchandises entreposées pendant plus de 20 jours à compter de leur arrivée à l'entrepôt.<sup>36</sup> Ce droit est appliqué uniquement lorsque les marchandises sont entreposées dans des locaux appartenant à la DGA. Les droits consulaires ont été éliminés à l'entrée en vigueur du CAUCA III (article 54 (chapitre II 4) ii) a)).

f) Surtaxe à l'importation

45. Le droit de protection temporaire (ATP)<sup>37</sup>, institué en 1994, a été abrogé à la fin de 2001 selon le calendrier prévu dans la Loi sur la taxation équitable et le commerce et ses amendements.

#### **v) Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation**

46. Le Nicaragua applique des prohibitions à l'importation afin de protéger la santé humaine, la vie animale et végétale, l'environnement ou des intérêts essentiels pour la sécurité du pays et pour des raisons militaires, conformément à la législation nationale ou aux engagements internationaux.

47. L'importation de certaines catégories de produits est assujettie à un régime de licences non restrictif sous la forme d'une autorisation préalable dans le but de protéger l'intérêt public et/ou national. Dans ce contexte, des permis spéciaux sont exigés pour importer des produits chimiques utilisés dans l'agriculture (Ministère des ressources naturelles et de l'agriculture), des armes à feu et des explosifs (Ministère des services publics), des produits alimentaires et des médicaments (Ministère de la santé). Seule l'armée nicaraguayenne peut importer des armes militaires.

---

<sup>33</sup> Loi n° 431 sur le régime de circulation des véhicules et les infractions au code de la route, publiée au Journal officiel n° 15 du 22 janvier 2003.

<sup>34</sup> Si la consommation dépasse ce volume, la TVA doit être acquittée pour la consommation totale.

<sup>35</sup> Article 39 de la Loi n° 428 (Loi organique de l'Institut du logement urbain et rural) publiée au Journal officiel n° 109 du 12 juin 2002.

<sup>36</sup> Loi n° 257 du 4 juin 1997.

<sup>37</sup> L'ATP avait pour objectif explicite de neutraliser les effets des asymétries attribuables au traitement préférentiel accordé par les membres du MCCA au Nicaragua ainsi que de soutenir la reprise et de renforcer l'économie. OMC (1999), *Examen des politiques commerciales du Nicaragua*, Genève.

48. En 1996, le Nicaragua a notifié au Comité des licences d'importation de l'OMC qu'il n'exigeait aucune licence d'importation pour aucun type de produit.<sup>38</sup> Il n'a ultérieurement présenté aucune notification au Comité. Il n'a établi aucune restriction quantitative à l'exception de ce qui a été consolidé dans la Partie I, Section I-B de la Liste XXIX pour ce qui est des contingents tarifaires (section iv) b) *supra*)).

49. Les importations de sucre de canne originaire de pays membres du MCCA et d'alcool éthylique (en provenance du Costa Rica) font encore l'objet d'un régime de surveillance; la liste des produits soumis à surveillance est révisée chaque année.

**vi) Mesures correctives commerciales contingentes**

**a) Mesures antidumping et mesures compensatoires**

50. La législation en matière de droits antidumping et de subventions est fondée sur le Règlement sur les pratiques commerciales déloyales du MCCA, en vigueur depuis mars 1996, qui, selon les autorités, est inspiré des Accords pertinents de l'OMC.<sup>39</sup> S'il y avait contradiction avec le règlement du MCCA, ce seraient les dispositions de l'OMC qui prévaudraient. Les affaires portant sur des marchandises originaires de pays membres du MCCA font l'objet d'un examen/étude et de recommandations du Comité exécutif du secrétariat du MCCA (SIECA). Lorsque plus d'un membre du MCCA est touché par des pratiques "commerciales déloyales" le SIECA et son comité exécutif se chargent de toutes les procédures, alors que les autorités nationales mettent en œuvre les décisions visant l'application de mesures.

51. La Loi n° 290<sup>40</sup>, quant à elle, énonce les dispositions ayant trait aux recours applicables aux mesures antidumping et compensatoires adoptées par le pouvoir exécutif, en l'occurrence par le biais du MIFIC. Les enquêtes portant sur les mesures antidumping ou compensatoires sont menées par la Direction de l'administration des traités du MIFIC. En 2002, le Nicaragua a notifié au Comité des pratiques antidumping de l'OMC les modifications apportées à la législation qui régit ce qui a trait aux procédures de sanction et d'appel à l'encontre des décisions émises par l'autorité chargée de l'enquête et par l'autorité compétente.<sup>41</sup>

52. Le Nicaragua n'a recouru à aucune mesure antidumping ou compensatoire, sauf une mesure antidumping visant les importations de sucreries ne renfermant pas de cacao en provenance du Honduras.<sup>42</sup> Il a notifié au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC qu'il n'avait pris aucune mesure antidumping ou compensatoire.<sup>43</sup>

<sup>38</sup> Document OMC G/LIC/N/1/NIC/1 du 5 août 1996.

<sup>39</sup> OMC (1999), *Examen des politiques commerciales du Nicaragua*, Genève.

<sup>40</sup> Journal officiel n° 102 du 3 juin 1998.

<sup>41</sup> Document de l'OMC G/ADP/N/1/NIC/1/Suppl.1 du 26 juillet 2002.

<sup>42</sup> En 1999 ont été suspendues l'enquête et l'application de droits provisoires avec la prise d'un engagement en matière de prix (OMC, 1999).

<sup>43</sup> La plus récente de ces notifications au Comité Antidumping figure dans le document de l'OMC G/ADP/N/65/NIC du 11 octobre 2000.

b) Mesures de sauvegarde

53. Depuis 1996, le Nicaragua a appliqué les règlements du MCCA relatifs aux mesures de sauvegarde, qui, selon les autorités, sont inspirés des dispositions de l'OMC en la matière.<sup>44</sup>

54. En 2005, le Nicaragua a notifié au Comité de l'agriculture de l'OMC qu'il avait recouru à des mesures de sauvegarde spéciale pour quatre types de riz pendant la période 2002-2003 et qu'il n'appliquait aucune mesure de ce genre aux produits en question depuis 2004.<sup>45</sup> La clause de sauvegarde spéciale de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, qui prévoit l'imposition d'un droit additionnel supérieur au niveau tarifaire consolidé à un volume ou prix de déclenchement prédéterminé, risque de toucher neuf numéros du SH au niveau des positions à quatre ou huit chiffres (viandes et produits laitiers) qui sont assujettis à l'engagement de "tarification" en vertu de l'Accord. Certains de ces produits sont visés par l'engagement en matière de contingents tarifaires (section iv) b) *supra*).

55. Le Nicaragua s'est réservé le droit d'appliquer le mécanisme de sauvegarde transitoire prévu aux termes des dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements de l'OMC.

**vii) Normes et autres prescriptions techniques**

56. Les normes nicaraguayennes n'établissent pas de distinction entre les produits étrangers et les produits nationaux. Selon les engagements contractés dans le cadre de l'OMC et du MCCA, le Nicaragua s'est engagé à s'inspirer des normes internationales pour élaborer les normes nationales. Il applique habituellement les normes publiées par l'ISO, le Codex Alimentarius et l'Institut centaméricain pour la recherche et la technologie industrielles. Il est membre de l'ISO et de l'OIML, ainsi que de l'UIT par le biais de TELCOR.

a) Normes

57. Les principales lois en la matière sont la Loi n° 219 (Loi sur la normalisation technique et la qualité) et son règlement d'application<sup>46</sup> et la Loi n° 225 (Loi sur la métrologie) et son règlement d'application.<sup>47</sup> La première de ces lois établissait la Commission nationale de normalisation technique et de qualité comme organisme coordinateur des politiques et programmes relatifs au domaine des normes. La Commission se compose de représentants du secteur privé, du secteur scientifique et technique, des consommateurs et des institutions publiques que le Ministère de l'économie et du développement juge appropriées. Il existe actuellement des normes obligatoires, notamment pour les produits du secteur de la construction, les produits alimentaires, les produits pétroliers, les grains destinés au commerce.

58. Le Centre d'information sur les obstacles techniques au commerce, institution qui relève du MIFIC, est le point d'information national habilité à donner des renseignements sur les normes techniques obligatoires nicaraguayennes (règlements techniques), les normes techniques

---

<sup>44</sup> Règlement centaméricain sur les mesures de sauvegarde, et Résolution ministérielle n° 19-96 (COMRIEDRE IV) du 22 mai 1996 du MCCA; et document de l'OMC SG/N/1/NIC/1 du 29 mars 1995.

<sup>45</sup> Document de l'OMC G/AG/N/NIC/20 du 11 octobre 2005.

<sup>46</sup> Journal officiel n° 123 du 2 juillet 1996.

<sup>47</sup> La Loi n° 225 (Loi sur la métrologie) a été publiée au Journal officiel n° 135 du 18 juillet 1996.

nicaraguayennes (normes), les aspects relatifs à l'évaluation de la conformité, à la métrologie et aux systèmes de gestion de la qualité. Cette entité gère toutes les normes de l'ISO depuis 1998, ainsi que celles du Codex Alimentarius et de l'ASTM et certaines normes d'autres pays telles que les normes espagnoles (UNE) et les normes britanniques (BSI).

59. Le Nicaragua a présenté de nombreuses notifications au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC. Les questions traitées sont notamment les suivantes: conditionnement des eaux-de-vie dans des emballages en matière plastique de polyéthylène ou polythène<sup>48</sup>; spécifications en matière de conception et de fabrication, ainsi que des méthodes d'épreuve et d'essai auxquelles doivent être soumis les récipients cylindriques portatifs destinés à contenir du gaz de pétrole liquéfié<sup>49</sup>; spécifications minimales ainsi que les méthodes d'épreuve et d'essai pour la valve à raccordement rapide utilisée pour le chargement et le prélèvement de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans les récipients portatifs<sup>50</sup>; directives régissant les études de stabilité des médicaments, étape obligatoire du processus d'enregistrement sanitaire ou de première révision<sup>51</sup>; directives techniques régissant la gestion durable de la forêt naturelle de latifoliés et de la forêt de conifères<sup>52</sup>; norme ayant pour objet de garantir l'accessibilité et l'usage des biens et services à toutes les personnes dont la mobilité est limitée ou réduite<sup>53</sup>; et spécifications et caractéristiques que doivent présenter les pommes de terre pour être commercialisées à l'état frais.<sup>54</sup>

b) Règlements sanitaires et phytosanitaires

60. Les principales lois régissant le domaine sanitaire et phytosanitaire sont les suivantes: Loi n° 423 (Loi générale sur la santé (2002)) et son règlement d'application; Loi n° 291 (Loi fondamentale sur la santé des animaux et des végétaux) et son règlement d'application<sup>55</sup>; Loi n° 291, annexe de la Loi fondamentale sur la santé des animaux et des végétaux, et son règlement d'application, qui comprend des règlements sur la biotechnologie<sup>56</sup>; Loi n° 280 (Loi relative à la production et au commerce de graines)<sup>57</sup>; et Loi n° 274 (Loi fondamentale sur la réglementation et le contrôle des pesticides, des substances toxiques et d'autres produits similaires) et son règlement

---

<sup>48</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/41/Corr.1 du 20 octobre 2005.

<sup>49</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/58 du 27 juin 2005.

<sup>50</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/60 du 27 juin 2005.

<sup>51</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/47 du 24 novembre 2004.

<sup>52</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/44 du 5 novembre 2004.

<sup>53</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/43 du 25 octobre 2004.

<sup>54</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/NIC/39 du 11 mai 2004.

<sup>55</sup> Journal officiel n° 136 du 22 juillet 1998.

<sup>56</sup> Journal officiel n° 152, modifié le 13 août 2003.

<sup>57</sup> Journal officiel n° 26 du 9 février 1998.

d'application.<sup>58</sup> De même, le Nicaragua a adopté le Règlement centraméricain sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.<sup>59</sup>

61. Le point d'information national, établi ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3 de l'Annexe B de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, est la Direction générale de la protection de la santé des animaux et de la préservation des végétaux du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture (MAFOR).<sup>60</sup>

62. Les récentes notifications présentées par le Nicaragua au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires concernent entre autres: le programme national d'éradication de la peste porcine classique<sup>61</sup>; l'engagement d'un processus de certification d'exploitations exemptes de brucellose et de tuberculose<sup>62</sup>; les procédures relatives au suivi post-entrée applicables au matériel de multiplication végétative utilisé à des fins commerciales ou de recherche<sup>63</sup>; les substances interdites ou soumises à restrictions qui sont utilisées en médecine vétérinaire en Amérique centrale<sup>64</sup>; la norme technique nicaraguayenne relative aux exigences de base en rapport avec la sécurité sanitaire des produits et sous-produits d'origine végétale<sup>65</sup>; les lignes directrices régissant la production et la certification de pollen, de graines et de plants purs ou hybrides de cocotier, destinés à être utilisés pour l'établissement de plantations commerciales ou ornementales<sup>66</sup>; les procédures permettant d'obtenir un échantillon représentatif des graines aux fins du diagnostic de leur qualité physique, physiologique et phytosanitaire<sup>67</sup>; les procédures et conditions de fourniture des services de traitement dans l'agriculture et l'élevage<sup>68</sup>; et les dispositions, exigences et procédures devant régir les activités de production, d'exportation, d'importation et de commercialisation de graines certifiées de graminées et de légumineuses fourragères.<sup>69</sup>

63. En 1998, le Nicaragua a adopté le Volume 9A du Codex Alimentarius pour améliorer les possibilités d'accès de ses produits de la pêche aux marchés des CE et des États-Unis. Les importateurs de produits pharmaceutiques doivent présenter des documents au Ministère de la santé.

---

<sup>58</sup> Journal officiel n° 142 du 30 juillet 1998.

<sup>59</sup> Approuvé par la Résolution n° 37-99 (COMIECO-XIII) du 17 septembre 1999 et modifié par la Résolution n° 87-2002 (COMIECO-XXIII) du 23 août 2002.

<sup>60</sup> Document de l'OMC G/SPS/ENQ/17 du 20 octobre 2004.

<sup>61</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/575 du 23 juin 2005.

<sup>62</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/576 du 23 juin 2005.

<sup>63</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/28 du 27 avril 2005.

<sup>64</sup> Documents de l'OMC G/SPS/N/NIC/29 et G/SPS/N/NIC/30 du 27 avril 2005, respectivement.

<sup>65</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/19 du 17 février 2004.

<sup>66</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/20 du 17 février 2004.

<sup>67</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/21 du 17 février 2004.

<sup>68</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/22 du 17 février 2004.

<sup>69</sup> Document de l'OMC G/SPS/N/NIC/23 du 17 février 2004.

Les importateurs de produits d'origine animale ou végétale, de bétail et de produits alimentaires doivent vérifier les derniers règlements phytosanitaires auprès du MAFOR et les dispositions en matière d'innocuité auprès du Ministère de la santé.<sup>70</sup>

c) Marquage, étiquetage et conditionnement

64. Les dispositions relatives au marquage et à l'étiquetage des aliments destinés à la consommation humaine sont énoncées dans la norme NTON 03021-99.<sup>71</sup> Cette dernière correspond à la norme générale du Codex (Codex Stan 1-1985 (Rev.1-1991)) concernant l'étiquetage des aliments préemballés (norme mondiale). Pour le reste des produits, le marquage et l'étiquetage doivent être conformes aux dispositions établies par la Loi n° 182 (Loi sur la défense des consommateurs) et son règlement d'application.<sup>72</sup>

65. Sur les étiquettes doivent figurer l'origine du produit, sa composition, son prix, son poids, sa date de production et sa date de péremption. Doivent être également fournis des renseignements en vue d'une utilisation adéquate, ainsi que des renseignements sur les risques. Tous les renseignements doivent être rédigés en espagnol.

viii) Marchés publics

66. La Loi n° 323 ou Loi sur les marchés publics, promulguée en janvier 2000, est la principale loi en la matière.<sup>73</sup> Elle a remplacé la loi antérieure<sup>74</sup>, critiquée pour des lacunes telles que l'absence de contrôles, des vides et incohérences juridiques, le pouvoir discrétionnaire en matière d'achats, ainsi que l'absence de transparence et l'inapplicabilité des principes ayant trait aux marchés publics. Par contre, la loi susmentionnée est censée établir les normes et procédures qui régissent les acquisitions, la location de biens, la construction d'œuvres, les services de consultation et autres services. Selon les autorités, la loi en question offre ce qui suit: efficacité, publicité et transparence, égalité et libre concurrence, processus adéquat, confidentialité et responsabilité. Cependant, un Membre de l'OMC a signalé que quelques fournisseurs avaient présenté des plaintes au sujet de la notification inadéquate des marchés publics en instance.<sup>75</sup>

67. La Loi n° 323 régit toutes les acquisitions de l'État, à l'exception de certains marchés du Ministère de la défense et de la police nationale qui pourraient affecter la sécurité nationale. D'autres acquisitions exclues concernent les achats effectués à partir de fonds limités, les marchés passés entre des entités publiques et les achats d'urgence, les achats effectués à des fins sécuritaires ou dans l'intérêt général. L'article 3 de cette loi définit les produits exclus des procédures ordinaires de passation des marchés publics, parmi lesquels figurent les produits susmentionnés. Les acquisitions

<sup>70</sup> Loi n° 291 ou Loi fondamentale sur la santé des animaux et des végétaux de 1998; et Décret n° 394 (dispositions sanitaires).

<sup>71</sup> Journal officiel n° 20 du 28 janvier 2000, entré en vigueur le 28 janvier 2001.

<sup>72</sup> Journal officiel n° 213 du 14 novembre 1994.

<sup>73</sup> Le règlement d'application de la Loi n° 323 a été publié en mars 2000 au moyen du Décret n° 21-2000. Certaines dispositions de la Loi n° 323 ont été modifiées par deux autres lois promulguées en juin 2000, la Loi n° 349 et la Loi n° 427.

<sup>74</sup> Décret n° 809 de septembre 1981.

<sup>75</sup> USTR (2005), page 437.



financées par des prêts ou des donations de gouvernements ou d'organismes internationaux sont régies par les procédures appliquées par l'organisme ou le gouvernement concerné.

68. De même, toutes les entités assujetties à la loi susmentionnée doivent publier au cours du premier mois de chaque période budgétaire le programme de marchés publics prévu en indiquant les biens, travaux et services qui feront l'objet d'un appel d'offres, mais une telle publication n'entraîne pas l'obligation de passer un marché ou d'engager des procédures. Les avis d'appels d'offres doivent être portés à la connaissance du public suffisamment à l'avance et par des moyens qui lui sont facilement accessibles pour que les soumissionnaires intéressés aient la possibilité de participer aux procédures en question. Toutes les entités sont tenues de faire en sorte que le rapport d'évaluation des offres parvienne à la plus haute instance de l'entité de mise en œuvre avec copie pour chaque soumissionnaire pour qu'il fasse valoir ses droits dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'évaluation. Les soumissionnaires disposent de différents types de recours s'ils estiment qu'il est porté atteinte aux droits qui leur sont conférés par la loi (pour chacun de ces recours, il existe une procédure spécifique qui doit être respectée).

69. Pour participer à un marché public quelconque, il est nécessaire d'être inscrit au Registre des fournisseurs de l'État, qui est géré par le MHCP. Au cours du premier mois de chaque exercice budgétaire (c'est-à-dire une année civile), tout organisme ou ministère assujetti à la loi susmentionnée doit publier le calendrier des appels d'offres prévus. Les avis d'appels d'offres sont publiés au Journal officiel et dans deux journaux nationaux à grand tirage. Ils comprennent des renseignements détaillés sur le type de service qui doit être fourni, les projets qui doivent être menés à bien et le matériel ou l'équipement qui doit être acheté. Les appels d'offres peuvent aussi être notifiés par voie électronique, selon qu'il sera approprié. Selon les autorités, la première phase de l'élaboration d'un nouveau système d'appels d'offres électronique est en cours.

70. La Loi n° 323 prévoit les procédures d'appels d'offres suivantes:

- appels d'offres publics (marchés d'une valeur supérieure à 3,33 millions de córdobas). Les procédures d'appels d'offres doivent se dérouler de manière ouverte et publique;
- appels d'offres après inscription dans un registre (marchés d'une valeur comprise entre 932 400 córdobas et 3,33 millions de córdobas). L'organisme acquéreur invite toutes les entités déjà enregistrées à prendre part à la procédure d'appels d'offres;
- appels d'offres restreints (marchés d'une valeur comprise entre 133 000 et 932 400 córdobas). Procédure similaire à la procédure précédente, bien que le nombre d'entreprises sollicitées puisse être limité à cinq; et
- achats directs (marchés d'une valeur inférieure à 133 000 córdobas, qui sera ajustée périodiquement selon la dévaluation de la monnaie). L'organisme acquéreur doit solliciter au moins trois cotations des personnes ou entreprises inscrites.

71. L'article 25 de la Loi n° 323 dispose que les montants qui déterminent le type de procédure d'acquisition appliqué seront actualisés par le MHCP lorsque le taux de change du córdoba par rapport au dollar EU cumule des variations qui dépassent 10 pour cent. Pour présenter une soumission, il faut déposer une caution ou garantie d'un montant compris entre 1 et 3 pour cent de la valeur de la soumission.

72. Selon les autorités, aucune préférence en matière de prix n'est appliquée aux fournisseurs nicaraguayens par rapport aux fournisseurs étrangers.

73. Le Nicaragua n'est pas partie à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics de l'OMC.

**ix) Prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale**

74. L'unique notification présentée par le Nicaragua au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce de l'OMC remonte à 1996.<sup>76</sup> Selon les autorités, le Nicaragua n'a, depuis lors, appliqué aucune mesure relative à la teneur en éléments d'origine nationale qui soit incompatible avec l'OMC.

**3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS**

**i) Enregistrement et documents**

75. À quelques différences près en ce qui concerne les exportations effectuées dans le cadre du MCCA ou visées par des ALE conclus par le Nicaragua, les documents exigés à l'exportation sont les quatre documents suivants: déclaration en douane initiale; document de transport (copie); facture commerciale (copie); et autorisations spéciales (uniquement pour les produits restreints).

76. Tous les documents d'exportation doivent être traités au guichet unique des exportations du Centre des formalités d'exportation (CETREX), créé en 1994.<sup>77</sup> Le CETREX dispose de bureaux décentralisés dans diverses localités afin de faciliter le traitement des documents d'exportation<sup>78</sup> et perçoit un droit pour services rendus qui dépend de la valeur f.a.b. en dollars EU de la marchandise. Le droit appliqué aux exportations d'une valeur inférieure à 2 000 dollars EU est de 50 córdobas; ce montant augmente jusqu'à un maximum de 500 córdobas pour les exportations d'une valeur égale ou supérieure à 25 000,01 dollars EU.

**ii) Taxes et prix minimaux à l'exportation**

77. Selon les autorités, le Nicaragua n'applique pas de taxes ni de prix minimaux à l'exportation.

**iii) Prohibitions, restrictions, licences et contingents à l'exportation**

78. Le Nicaragua maintient une prohibition à l'exportation des produits suivants: grumes d'acajou (l'exportation d'acajou est uniquement autorisée sous la forme de bois sciés, plaqués et contreplaqués), langoustes en période de fécondité, portant les œufs ou le spermatophore, ou en mue, et crevettes de l'estuaire à l'état larvaire ou juvénile.

79. Le Nicaragua applique des prescriptions en matière de licences d'exportation afin de garantir l'accomplissement des contrôles de qualité et des contrôles sanitaires ou conformément à ses engagements internationaux concernant le commerce international de la faune et de la flore sauvages régi par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (autorisation d'exportation de la CITES). Est également nécessaire une licence, sous la forme d'une autorisation, pour les exportations de bois sciés.

---

<sup>76</sup> Document de l'OMC G/TRIMS/N/1/NIC/1 du 21 août 1996.

<sup>77</sup> Décret n° 30 du 28 juin 1994 sur la création d'un guichet unique des exportations.

<sup>78</sup> Bureau central à Managua, bureaux dans les principaux services des douanes frontaliers et portuaires du pays ou dans les localités voisines de ces services des douanes.

80. Des certificats d'admission sont délivrés dans le cas des produits visés par des conditions spécifiques en matière d'accès au marché du Mexique (viandes et bétail sur pied).

81. Les exportations nicaraguayennes de bœuf frais et d'arachides (sans leur coque ou décortiquées) à destination des États-Unis étaient assujetties à des contingents tarifaires annuels convenus dans le cadre du Cycle d'Uruguay, mais ces limites ont été remplacées, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2006, par celles qui sont spécifiées dans les engagements contractés dans le cadre de l'ALEAC.<sup>79</sup> Au titre de l'ALE conclu avec le Mexique, le Nicaragua applique aussi des contingents à l'exportation pour la viande de boeuf, le bétail sur pied, les fromages, les haricots et le lait en poudre. Bien que l'ALE conclu par l'Amérique centrale-la République dominicaine ait également défini pour le Nicaragua des contingents à l'exportation de certains produits tels que la viande de boeuf, les crevettes, les échalotes, la viande de volailles et les haricots secs, ces contingents n'ont jamais été mis en application par la République dominicaine. Selon les autorités, il n'y a de contingents tarifaires à l'exportation avec aucun autre pays Membre de l'OMC.

#### **iv) Subventions, financement, aide et promotion à l'exportation**

82. Selon les autorités, le Nicaragua n'accorde pas de subventions à l'exportation depuis 1999.<sup>80</sup> Il a notifié au Comité de l'agriculture de l'OMC qu'il n'avait pas accordé de subvention à l'exportation en 2003 et 2004.<sup>81</sup>

83. Selon la Loi sur l'équité fiscale, à compter de 2003, les producteurs doivent bénéficier pendant une période de sept ans d'un crédit d'impôt équivalant à 1,5 pour cent de la valeur f.a.b. de leurs exportations, montant qui doit être crédité à l'impôt sur le revenu (IR) annuel des exportateurs après vérification qu'ils ont transféré le bénéfice aux producteurs.<sup>82</sup> Pendant une période limitée, le Nicaragua a accordé des bons fiscaux (équivalant à 1,5 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises exportées dans le port de sortie) pour essayer de compenser les nombreux facteurs défavorables aux exportateurs qui empêchaient les producteurs nationaux de soutenir la concurrence. Cela étant, le programme en question a été supprimé au titre de la Loi sur la taxation équitable et le commerce.

84. Le régime d'admission temporaire permet de suspendre les droits visant les produits transformés destinés à l'exportation conformément à la Loi n° 382 et à son règlement d'application.<sup>83</sup> Selon l'article 4 de la Loi, le régime d'admission temporaire en vue du perfectionnement actif est un système fiscal qui permet l'entrée de marchandises sur le territoire douanier national et leur achat dans

---

<sup>79</sup> Dans le cas du Nicaragua, la méthode d'attribution établie dans l'ALEAC pour les contingents à l'exportation est fondée sur le principe "premier arrivé premier servi".

<sup>80</sup> Étant un pays en développement dont le PIB est inférieur à 1 000 dollars EU, le Nicaragua est exempté des dispositions de l'OMC qui prescrivent la suppression des subventions à l'exportation (s'il en existe). Selon les autorités, le pays a plutôt été confronté à une tendance défavorable aux exportations d'origines diverses, notamment en rapport avec des problèmes de déficit budgétaire et des engagements contractés auprès d'organismes financiers internationaux.

<sup>81</sup> Document de l'OMC G/AG/N/NIC/7 du 26 août 2005. La Liste d'engagements du Nicaragua au titre de l'Accord sur l'agriculture ne comporte aucun engagement spécifique concernant les subventions à l'exportation de produits agricoles.

<sup>82</sup> Cette mesure a été difficile à appliquer, ce qui explique que les recettes fiscales ont été minimes, atteignant à peine 45 millions de córdobas en 2004.

<sup>83</sup> Journal officiel n° 70 du 16 avril 2001.

le pays sans acquittement d'aucun type de droit et de taxe. Il a pour objet de compenser la tendance défavorable aux exportateurs qui touche l'économie nationale (par exemple, coût élevé de l'énergie et taxes).

85. Depuis 1991, les exportations du Nicaragua sont principalement financées par le système bancaire. Le financement à l'exportation est surtout à court terme et s'effectue aux taux d'intérêt commerciaux, élevés par rapport au reste de l'Amérique centrale; différentes méthodes de paiement sont utilisées, la plus fréquente étant le règlement sur demande et à la livraison.

86. Depuis avril 1999, les exportations de produits de la pêche bénéficient d'une ristourne additionnelle des droits de douane, soit 0,37 dollar EU la caisse.<sup>84</sup>

**v) Zones franches**

87. Au titre des réformes qui ont visé le régime des zones franches au cours de ces dernières années (surtout en 2003 et 2005), les entreprises opérant au Nicaragua dans le cadre de ce régime sont exonérées des taxes suivantes<sup>85</sup>: la TVA; l'impôt sur le revenu, à 100 pour cent pendant les dix premières années et à 60 pour cent par la suite<sup>86</sup>; l'impôt sur la plus-value des biens immeubles situés dans les zones franches<sup>87</sup>; les impôts afférents à la constitution, la transformation, la fusion et la réforme des entreprises, ainsi que le droit de timbre<sup>88</sup>; les taxes municipales; les taxes indirectes, les taxes sur les ventes ou les taxes sélectives de consommation; les taxes à l'exportation des produits élaborés dans les zones franches<sup>89</sup>; et les droits, taxes et prélèvements sur les ventes applicables aux importations de machines, d'équipements (y compris le matériel de transport destiné à être utilisé dans les zones franches<sup>90</sup>) et d'intrants.

88. Les entreprises utilisatrices ont été redéfinies en 2003, avec l'adjonction d'une nouvelle catégorie pour permettre aux entreprises ayant créé plus de 10 emplois de bénéficier du régime, sauf

---

<sup>84</sup> Loi n° 303 du 24 mars 1999.

<sup>85</sup> Loi n° 46 du 13 novembre 1991 et son règlement d'application, ainsi que les réformes correspondantes, y compris celles effectuées en 2005.

<sup>86</sup> Cette exonération ne vise pas les impôts sur les revenus personnels, les salaires, appointements ou émoluments payés au personnel nicaraguayen ou étranger travaillant dans les entreprises établies en zone franche, mais vise les paiements effectués à des étrangers non résidents au titre d'intérêts liés à des prêts, de commissions, d'honoraires et de versements pour services juridiques rendus à l'étranger ou au Nicaragua, et les paiements pour la promotion, la commercialisation, les services de conseil et services connexes, paiements pour lesquels les entreprises ne devront procéder à aucune rétention.

<sup>87</sup> Y compris éventuellement l'impôt sur les bénéfices du capital, dès lors que l'entreprise concernée achève ses opérations en zone franche et que le bien immeuble continue à relever du régime des zones franches.

<sup>88</sup> Les entreprises pouvant bénéficier du régime des zones franches doivent toutes être des sociétés commerciales (sociétés anonymes) uniquement à but social.

<sup>89</sup> Décret n° 46 (Loi du 13 novembre 1991 sur les zones franches industrielles pour l'exportation) et son règlement d'application, ainsi que les réformes correspondantes.

<sup>90</sup> En cas de vente de ces véhicules à des acquéreurs situés à l'extérieur des zones franches, des taxes douanières seront perçues, avec les réductions applicables selon la durée d'utilisation, comme pour les ventes similaires effectuées par des missions diplomatiques ou organismes internationaux.

pour ce qui est des exonérations fiscales visant les véhicules automobiles prévues dans la Loi.<sup>91</sup> De même, les entreprises utilisatrices ont maintenant la possibilité d'introduire sur le territoire national une partie de leur production selon les pourcentages suivants: première catégorie 40 pour cent, deuxième catégorie 30 pour cent, troisième catégorie 20 pour cent et quatrième catégorie zéro pour cent.

89. En 2005, le régime des zones franches visait 25 parcs industriels actifs et 91 entreprises utilisatrices opérationnelles qui, sur 750 000 m<sup>2</sup> d'installations industrielles, ont créé environ 75 000 emplois directs et plus de 175 000 emplois indirects. La population bénéficiaire s'élevait à 2 millions d'habitants environ.

90. Pour 2006 (par rapport à 2005), la Commission nationale des zones franches (CNZF), organe responsable des zones franches, a établi entre autres les objectifs suivants: créer 10 000 emplois, autrement dit, arriver à un nombre total de 85 000 emplois directs à la fin de 2006; faire en sorte que les exportations des zones franches atteignent 850 millions de dollars EU (contre 682 millions de dollars EU en 2005 (chapitre I 3) i)); faire en sorte que la valeur ajoutée nationale progresse de 19 pour cent (c'est-à-dire qu'elle passe de 210 à 250 millions de dollars EU); et amener les investissements totaux à augmenter d'au moins 5 pour cent, soit un montant investi de 100 millions de dollars EU.<sup>92</sup>

#### **4) MESURES TOUCHANT LA PRODUCTION ET LE COMMERCE**

##### **i) Mesures d'incitation**

###### **a) Impositions directes**

91. Le taux maximal de l'impôt sur le revenu (IR) est de 30 pour cent; ce taux est progressif (pour les personnes physiques) ou uniforme (pour les entreprises et les associations). Le taux minimal est actuellement de 1 pour cent de la valeur des actifs totaux existant pendant l'exercice fiscal correspondant. Cette règle s'applique à toutes les personnes morales en général, ainsi qu'aux personnes physiques se livrant à des activités économiques depuis plus de trois ans et dont l'actif est supérieur à 150 000 dollars EU par an. Dans le cas du secteur financier, le taux minimal est de 0,6 pour cent de la valeur moyenne mensuelle des dépôts totaux existant pendant l'exercice fiscal antérieur.

###### **b) Programmes d'aide extérieure et aide à l'ajustement**

92. Depuis 1991, il est possible d'obtenir un financement par le biais de la Société nationale de financement des investissements (FNI), qui gère une série de fonds versés par des donateurs

---

<sup>91</sup> Décret n° 31-92 (Règlement d'application de la Loi sur les zones franches industrielles pour l'exportation), modifié par le Décret n° 21-03. Le Décret n° 50-2005 a entièrement abrogé le Décret n° 18-98 et partiellement abrogé les Décrets n° 31-92 et n° 21-03.

<sup>92</sup> La CNZF est l'un des investisseurs les plus importants avec la réalisation de trois grands projets: i) un "Parque 5 Estrellas", qui accroîtra l'offre d'installations industrielles par le biais d'un parc modèle qui bénéficiera d'un investissement de 18 millions de dollars EU en 2006, les ressources provenant de fonds propres et d'un financement de la BCIE; ii) un parc technologique, dont l'objet est de permettre la mise en œuvre de projets tels que des centres d'appel, des services d'arrière-guichet ("back-office"), des activités d'externalisation, entre autres, avec un investissement de 4,5 millions de dollars EU; iii) une sous-station électrique, qui ferait de la CNZF un gros consommateur d'énergie électrique et desservirait les entreprises utilisatrices situées dans le Parc industriel de Las Mercedes.

internationaux. La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) administre les fonds destinés à divers projets. La Banque interaméricaine de développement (par l'intermédiaire de son fonds multilatéral d'investissement et de la Société interaméricaine d'investissement) ainsi que la Banque mondiale (par l'intermédiaire de la Société financière internationale) accordent également un financement au secteur privé.

93. Depuis le début des années 90, le Nicaragua est un important bénéficiaire de l'aide étrangère. Au cours des exercices budgétaires 2003 et 2004, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a accordé au Nicaragua une aide de 49,5 et 41,7 millions de dollars EU respectivement. Le niveau d'aide attendu de l'USAID pour l'exercice budgétaire 2005 était de 47,1 millions de dollars EU, le montant demandé pour l'exercice budgétaire 2006 s'élevant à 41,4 millions de dollars EU.<sup>93</sup> Dans le domaine de l'aide extérieure, d'autres donateurs importants sont notamment l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, le Japon, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse.

94. En 2003, l'USAID a élaboré pour le Nicaragua un plan qui couvre les exercices budgétaires de la période 2003-08. La stratégie repose en partie sur le fait que, même si la participation à l'ALEAC devrait stimuler l'économie actuellement en décroissance, il faudra que le Nicaragua fasse des investissements pour améliorer la productivité des travailleurs et dans le domaine des infrastructures, et il sera nécessaire de mettre en place un cadre juridique et réglementaire sûr qui favorise les investissements commerciaux et les échanges.<sup>94</sup>

95. Avec 15 autres pays en développement, le Nicaragua a été choisi pour présenter une proposition sur l'aide nécessaire dans le cadre du compte "Défi du millénaire" (MCA). Cette initiative des États-Unis vise l'octroi d'une aide plus importante pour la mise en œuvre de réformes politiques, juridiques et économiques, avec un accroissement des versements prévus pour la période 2004-06. L'"Ensemble de mesures relatif au Défi du millénaire" établi par les États-Unis et le Nicaragua a pour objet de traiter les problèmes de l'insécurité en matière de droits de propriété, du sous-développement infrastructurel et des activités rurales de faible valeur, autant de facteurs qui constituent les principaux obstacles à la croissance. Un des objectifs de l'ensemble de mesures quinquennal en question, qui représente une valeur de 175 millions de dollars EU, est de réduire les frais de transport vers les marchés nationaux, régionaux et mondiaux.<sup>95</sup>

96. Dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay, le Nicaragua n'a pas pris d'engagements spécifiques pour réduire le soutien financier accordé aux producteurs agricoles (chapitre IV 2) ii)).

97. Depuis 1991, le Nicaragua perçoit auprès de toutes les entreprises une contribution obligatoire, représentant 2 pour cent de leurs dépenses salariales, afin de financer les activités de formation offertes par l'Institut technologique national (INATEC).<sup>96</sup>

---

<sup>93</sup> Renseignements accessibles à l'adresse suivante: [http://www.usaid.gov/policy/budget/cbj2006/lac/pdf/ni\\_complete05.pdf](http://www.usaid.gov/policy/budget/cbj2006/lac/pdf/ni_complete05.pdf).

<sup>94</sup> USAID (2003), page 3.

<sup>95</sup> Ces mesures visent à améliorer le Couloir du Pacifique, qui relie les producteurs et consommateurs de León-Chinandega aux marchés du Honduras et d'El Salvador, ainsi qu'à ceux du sud du Nicaragua.

<sup>96</sup> Décret-loi n° 3 du 10 janvier 1991 et Loi n° 4 du 8 janvier 1998.

**ii) Entreprises publiques et privatisation**

98. Le Nicaragua a pendant longtemps été caractérisé par l'interventionnisme des pouvoirs publics qui étaient omniprésents dans tous les secteurs de la société. Depuis 1990, des réformes ont été mises en œuvre en vue de réduire la taille du secteur public, d'accroître son efficacité et d'en faire, non plus un fournisseur de biens et services, mais un facilitateur et un régulateur des activités exercées principalement par le secteur privé. Entre 1990 et 1995, la plupart des entreprises gérées par l'État ont été privatisées, louées, restituées à leurs anciens propriétaires ou liquidées; ces activités ont généré peu de recettes car de nombreuses entreprises ont été restituées à leurs anciens propriétaires ou échangées contre des obligations d'État. Cela étant, de 1990 à 1995, le processus de désengagement de l'État a été plus lent dans le secteur bancaire, l'industrie pétrolière et les services publics.<sup>97</sup>

99. L'Assemblée générale des entreprises nationales du secteur public (CORNAP) a été le principal organisme public chargé de mettre en œuvre le programme de privatisation du Nicaragua.<sup>98</sup> La CORNAP avait pour tâche première de privatiser les biens qu'elle administrait ou de les restituer à leurs propriétaires légitimes. À ce jour, Implementos Agrícolas S.A. (IMPLAGSA) est la seule entreprise qui est toujours administrée par la CORNAP. Cependant, une demande de privatisation est à l'examen à l'Assemblée nationale.

100. En 1998, le Nicaragua a commencé à privatiser quelques activités jusque là administrées par l'État, en particulier les télécommunications et l'électricité. En effet, la Empresa Nicaragüense de Telecomunicaciones (ENITEL) a été privatisée entre 1998 et 2005, au titre de la Loi n° 293 (Loi sur la participation de particuliers à l'exploitation et à l'extension des services de télécommunication publics).<sup>99</sup>

101. Dans le domaine de la distribution de l'électricité, les principaux actifs, qui appartenaient à la Empresa Nicaragüense de Electricidad (ENEL), ont été privatisés en octobre 2000 à la suite de la vente de deux distributeurs (la Empresa Distribuidora de Electricidad del Norte (DISNORTE) et la Empresa Distribuidora de Electricidad del Sur (DISSUR)).<sup>100</sup> ENEL a été subdivisée en sept entreprises<sup>101</sup>: la Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica S.A. (ENTRESA), une entreprise d'État<sup>102</sup>; DISNORTE et DISSUR; et quatre entreprises productrices (deux entreprises thermiques, une entreprise hydraulique et une entreprise géothermique), Generadora Eléctrica Central S.A. (GECSA), Generadora Eléctrica Occidental S.A. (GEOSA), Generadora Hidroeléctrica S.A. (HIDROGESA) et Generadora Momotombo S.A. (GEMOSA). L'État conserve le monopole de la distribution de l'électricité (chapitre II 5)).

---

<sup>97</sup> Une exception à cet égard a été la privatisation de la société nationale d'autocars (ENABUS) en 1992 (OMC, 1999).

<sup>98</sup> La CORNAP a été créée par le Décret n° 7 du 17 mai 1990. Elle regroupe toutes les sociétés et entreprises publiques dans le cadre des assignations administratives.

<sup>99</sup> Journal officiel n° 123 du 2 juillet 1998. La privatisation d'ENITEL s'est achevée en 2005 avec la vente de 49 pour cent de ses actions.

<sup>100</sup> DISNORTE et DISSUR ont été acquises par l'entreprise espagnole Unión Fenosa.

<sup>101</sup> Loi n° 272 (Loi sur l'industrie électrique), publiée au Journal officiel n° 74 du 23 avril 1998 et Accord présidentiel n° 116, publié au Journal officiel n° 67 du 13 avril 1999.

<sup>102</sup> Article 27 de la Loi n° 272.

102. Le Nicaragua n'a présenté à l'OMC aucune notification concernant les activités des entreprises commerciales d'État sur son territoire. Selon les autorités, les notifications en question seront présentées prochainement.

**iii) Politique de la concurrence et du contrôle des prix**

103. Depuis 1999, le Nicaragua a pris une série de mesures pour ouvrir ses marchés internes à une plus grande concurrence. Les progrès les plus notables sont les suivants: en 2003, la question de la politique de la concurrence a été incluse dans le Plan national de développement (PND), cette politique faisant partie des politiques publiques les plus importantes; en 2004, le pouvoir exécutif a présenté à l'Assemblée nationale un avant-projet de loi portant réforme de la Loi sur les consommateurs qui est censé remédier aux lacunes existantes de la loi actuelle<sup>103</sup>; en 2005, le Président de la République a présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi sur la promotion de la concurrence; en 2005, l'Institut nicaraguayen des télécommunications et de la poste (TELCOR) a approuvé l'Accord sur la promotion et la protection de la concurrence sur le marché des télécommunications; et un vaste plan de formation et d'information dans le domaine de la politique de la concurrence a été élaboré pendant la période de référence.

104. Le projet de loi sur la promotion de la concurrence applique les normes internationales en matière de contrôle des pratiques anticoncurrentielles, y compris l'encouragement de la concurrence dans les activités publiques, mettant en place un contrôle des concentrations et des fusions économiques pour les opérations se déroulant sur le territoire national. Selon les autorités, cette loi sera très probablement approuvée par l'Assemblée nationale au cours des prochains mois, puisqu'elle représente une condition à remplir pour bénéficier d'un système de crédit institué par la Banque mondiale en vue de favoriser la réduction de la pauvreté mondiale; elle fait en outre partie du programme complémentaire de l'ALEAC et est appuyée par le secteur des entreprises.

105. Conformément à l'objectif consistant à assurer la transition vers une économie de marché, le Nicaragua a poursuivi sa politique de libéralisation des prix. Les exceptions visent le tarif de l'énergie électrique, les marges de commercialisation des produits pharmaceutiques destinés à la consommation humaine<sup>104</sup> et le prix de vente au public du gaz butane.<sup>105</sup> En tant qu'organisme de réglementation, l'Institut nicaraguayen de l'énergie (INE) publie chaque mois les ajustements du prix du gaz butane, selon les variations des prix du combustible sur le marché international. En ce qui concerne les médicaments, les prix sont ajustés une fois par an en fonction du glissement annuel du córdoba par rapport au dollar EU.

---

<sup>103</sup> Ce projet n'a pas encore été approuvé par l'Assemblée nationale.

<sup>104</sup> Le gouvernement est habilité à contrôler les prix des médicaments au titre de la Loi n° 182 (Loi sur la défense des consommateurs) et de son règlement d'application. La Loi a été publiée au Journal officiel n° 213 du 14 novembre 1994 et son règlement d'application figure dans le Décret n° 2187 (Journal officiel n° 169 du 3 septembre 1999).

<sup>105</sup> Le contrôle du prix du gaz butane est fondé sur la Loi n° 277 (Loi sur la fourniture des hydrocarbures), publiée au Journal officiel n° 25 du 6 février 1998, ainsi que sur son règlement d'application (Décret n° 38), publié au Journal officiel n° 97 du 27 mai de 1998.



## iv) Droits de propriété intellectuelle

## a) Généralités

106. Le domaine des droits de propriété intellectuelle (DPI) est peut-être celui dans lequel la législation nicaraguayenne a le plus progressé au cours de ces dernières années. Tant l'adoption de lois nationales depuis le précédent examen (tableau III.8) que l'approbation d'accords internationaux témoignent de cette évolution.

**Tableau III.8**  
Principales lois relatives à la propriété intellectuelle

	Lois	Publication	Règlement d'application
<b>Droit d'auteur</b>	Loi n° 312 sur les droits d'auteur et les droits connexes	Journal officiel n° 166 et n° 167 des 31 août et 1 <sup>er</sup> septembre 1999	Décret n° 22-2000 (Journal officiel n° 84), 5 mai 2000
	Loi n° 322 sur la protection des signaux satellites porteurs de programmes	Journal officiel n° 240 du 16 décembre 1999	Décret n° 44-2000 (Journal officiel n° 189), 6 octobre 2000
<b>Brevets</b>	Loi n° 354 sur les brevets d'invention, les modèles d'utilité et les dessins industriels	Journal officiel n° 179 et n° 180 des 22 et 25 septembre 2000	Décret n° 88-2001 (Journal officiel n° 184), 28 septembre 2001  Classifications au titre des Arrangements de Strasbourg et de Locarno (Journal officiel n° 12), 17 janvier 2003
	Loi n° 324 sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés	Journal officiel n° 22 du 1 <sup>er</sup> février 2000.	Décret n° 38-2001 du 4 avril 2001 (Journal officiel n° 72), 18 avril 2001
<b>Marques et autres signes distinctifs</b>	Loi n° 380 sur les marques et autres signes distinctifs	Journal officiel n° 70 du 16 avril 2001	Décret n° 83-2001 (Journal officiel n° 183) du 27 septembre 2001  Classifications au titre de la Convention de Vienne et de l'Arrangement de Nice (Journal officiel n° 12), 17 janvier 2003
<b>Variétés végétales</b>	Loi n° 318 sur la protection des obtentions végétales	Journal officiel n° 228 du 29 novembre 1999	Décret n° 37-2000 (Journal officiel n° 102), 31 mai 2000

Source: Renseignements communiqués par les autorités nicaraguayennes.

107. En outre, comme condition à l'entrée en vigueur de l'ALEAC en mars 2006, le Nicaragua a approuvé les lois suivantes: Loi n° 577 portant réforme de la Loi sur les droits d'auteur et les droits connexes; Loi n° 578 portant réforme de la Loi sur la protection des signaux satellites porteurs de programmes; Loi n° 579 portant réforme de la Loi sur les brevets d'invention, les modèles d'utilité et les dessins industriels; et Loi n° 580 portant réforme de la Loi sur les marques et autres signes distinctifs.

108. Au cours de ces dernières années, le Nicaragua a intensifié sa participation en tant que signataire des accords internationaux ayant trait aux droits de propriété intellectuelle. Il est désormais membre des organisations suivantes ou partie aux traités suivants<sup>106</sup>: Convention de Berne pour la

<sup>106</sup> Lors de l'examen précédent, le Nicaragua était déjà membre ou signataire de la Convention universelle sur le droit d'auteur (1961); de l'OMPI (1985); de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1996); de la Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1979); de la Convention de Mexico pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1902); de la Convention de Buenos Aires pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

protection des œuvres littéraires et artistiques (depuis août 2000); Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (depuis août 2000); Traité de coopération en matière de brevets (depuis mars 2003); Convention de Rome sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (depuis août 2000); Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) (depuis septembre 2001); Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (depuis mars 2003); et Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (depuis mars 2003).

109. Le 24 mars 2006, le Nicaragua a approuvé l'adhésion au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets et son règlement d'application.<sup>107</sup> Il examine en outre la possibilité d'adhérer à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine.

110. Dans le cadre du MCCA, les droits de propriété intellectuelle sont fondés sur les dispositions de l'article 30 du Protocole relatif au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (Protocole de Guatemala), qui vise principalement l'harmonisation, entre autres, des lois sur la propriété intellectuelle et la propriété industrielle.

111. La législation en matière de propriété intellectuelle a été examinée par le Conseil des ADPIC de l'OMC du 18 au 22 juin 2001.<sup>108</sup>

b) Brevets

112. La Loi n° 354 énonce les dispositions transitoires qui favorisent la protection des brevets. En effet, si un brevet a été accordé au titre de la Loi antérieure (1899) et que l'intéressé souhaite bénéficier du délai de protection de 20 ans prévu, il peut en faire la demande auprès du Registre de la propriété intellectuelle du MIFIC, en vertu de l'article 135<sup>109</sup>, sous réserve du paiement de droits annuels (le premier étant acquitté la troisième année du délai applicable au brevet, soit avant le deuxième anniversaire de la présentation de la demande).<sup>110</sup> Selon la législation nicaraguayenne en matière de brevets, l'avis d'un expert est indispensable pour l'octroi d'un brevet. Cela étant, la

---

(1910); de la Convention interaméricaine pour la protection des marques de fabrique ou de commerce (1934); et de la Convention interaméricaine pour la protection du droit d'auteur (1946) (OMC, 1999).

<sup>107</sup> Décret n° 4539, publié au Journal officiel n° 60 du 24 mars 2006.

<sup>108</sup> Le document de l'OMC IP/Q-Q4/NIC/1 du 13 février 2002 reproduit la déclaration liminaire du Nicaragua, ainsi que les questions formulées et les réponses données pendant l'examen.

<sup>109</sup> En ce qui concerne les brevets déjà accordés au titre de la loi antérieure, le délai normal est toujours de dix ans à compter de l'octroi. La protection continue également à être subordonnée à l'obligation d'exploiter le brevet au Nicaragua. Cependant, il est possible de demander une prorogation de la période de protection du brevet jusqu'à 20 ans à compter de la date de présentation de la demande. Des taxes annuelles sont appliquées pendant la période de prorogation.

<sup>110</sup> La prorogation de la période de protection est également applicable aux produits chimiques et pharmaceutiques.

Loi n° 354 dispose que les honoraires perçus pour cet avis seront déterminés au cas par cas et il est permis de recourir à l'avis d'autres offices des brevets (à condition qu'il soit traduit en espagnol).<sup>111</sup>

113. La Loi n° 354 dispose par ailleurs que les modèles d'utilité bénéficient d'une période de protection maximale de dix ans à compter de la date de présentation de la demande, sous réserve du paiement de droits annuels. L'enregistrement des dessins ou modèles industriels est valable pendant cinq ans et un renouvellement est possible pour deux périodes de cinq ans supplémentaires (soit pour une période maximale de 15 ans à compter de la date de présentation de la demande).

114. La Loi n° 354 sur les brevets d'invention, les modèles d'utilité et les dessins industriels a été modifiée par la Loi n° 579<sup>112</sup>, qui permet de clarifier les termes des définitions données par la Loi n° 354, le but étant de renforcer le processus d'examen et d'octroi de brevets, de promouvoir un meilleur usage des renseignements techniques figurant dans les documents relatifs aux brevets et de faire en sorte que les actions au civil et au pénal soient réellement appropriées pour assurer le respect des droits attachés aux brevets.

c) Marques de fabrique ou de commerce

115. Parmi les types de marques, l'article 3 de la Loi n° 380 reconnaît "un nom géographique national ou étranger, sous réserve qu'[il] soit suffisamment arbitraire et distincti[f] relativement aux produits ou services auxquels [il] s'applique et que son utilisation ne soit pas susceptible de créer un risque de confusion quant à l'origine, la provenance, les qualités ou les caractéristiques des produits ou services, un risque d'association avec un nom géographique notoirement connu pour ses produits ou services ou un profit indu lié à la notoriété de cette indication géographique".

116. S'agissant de la formalité d'enregistrement, la Loi prévoit des prohibitions absolues (par exemple en ce qui concerne les termes génériques ou descriptifs) et des prohibitions relatives (par exemple pour les demandes ou enregistrements antérieurs contradictoires). L'enregistrement est encore accordé pour une période de dix ans, un renouvellement étant possible pour de nouvelles périodes de dix ans. La Loi énonce pour l'utilisateur l'obligation d'utiliser une marque de fabrique ou de commerce dans un délai de trois ans à compter de la date d'enregistrement. La non-utilisation de la marque peut donner lieu à une contestation. La Loi n° 380 comprend aussi des dispositions ayant trait à des procédures pour infraction et concurrence déloyale. Ces actions se déroulent devant les tribunaux, qui peuvent prononcer des injonctions, imposer une indemnisation pour les dommages et préjudices causés et prononcer des mesures visant à empêcher la poursuite des actes illicites (par exemple le retrait du marché des marchandises en cause et de la publicité correspondante ainsi que l'interdiction d'importer ou d'exporter les marchandises en cause). La Loi permet aux sociétés de portefeuille d'obtenir un enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

---

<sup>111</sup> En déposant son instrument d'adhésion en 2002, le Nicaragua est devenu le 118<sup>ème</sup> État contractant du Traité de coopération en matière de brevets. Celui-ci est entré en vigueur pour le Nicaragua le 6 mars 2003. Il offre aux intéressés qui demandent une protection par des brevets dans plusieurs pays la possibilité de présenter une seule demande de brevet "international" auprès d'un seul office des brevets et dans une seule langue. Ainsi, le requérant peut simultanément effectuer des formalités pour demander une protection par des brevets dans de nombreux pays.

<sup>112</sup> Journal officiel n° 60 du 24 mars 2006.

d) Droits d'auteur

117. L'article 127 de la Constitution dispose que "la création artistique et culturelle est libre et illimitée" et que, entre autres mesures destinées à soutenir "les travailleurs de la culture", l'État "protège leurs droits d'auteur". La Loi n° 312 a été promulguée conformément aux prescriptions de la Convention de Berne et de l'Accord sur les ADPIC. Elle dispose que le droit d'auteur s'obtient sur la base de la création d'une œuvre. Elle englobe les œuvres littéraires, artistiques et scientifiques, les programmes d'ordinateur (qui ne jouissaient pas d'une protection explicite au titre de la loi antérieure), ainsi que les droits des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. Le droit d'auteur est protégé pendant la durée de vie de l'auteur et pendant 70 ans après son décès. Les demandes doivent être déposées auprès du Registre des œuvres littéraires, scientifiques et artistiques du Ministère de l'éducation.

e) Variétés végétales et autres

118. La Loi n° 318 sur la protection des obtentions végétales<sup>113</sup> est l'unique texte juridique en la matière en Amérique centrale. Elle prévoit la protection *sui generis* de tous les genres et espèces pendant une période de 20 ans. Les conditions à remplir pour l'octroi d'une protection sont la nouveauté, le caractère distinctif, l'homogénéité, la stabilité et une dénomination appropriée. Le Nicaragua est aussi le seul pays de la région à avoir adhéré à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (depuis le 6 septembre 2001).<sup>114</sup>

119. Le Nicaragua est signataire de la plupart des accords internationaux ayant trait à l'environnement, y compris les suivants: Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination; Convention sur le commerce international des espèces (de faune et de flore) sauvages menacées d'extinction; Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine; Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires; Convention sur la procédure du consentement préalable donné en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux faisant l'objet d'un commerce international; Convention des Nations Unies sur la diversité biologique; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; et Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

120. Le Nicaragua est partie à de nombreux accords de ce type, mais pas à tous. Parmi les accords internationaux concernant l'environnement qu'il n'a pas signés figurent la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (Convention de Londres). Bien qu'ayant signé en 1983 la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes et son Protocole relatif aux déversements d'hydrocarbures, le Nicaragua n'a encore ratifié aucun de ces deux instruments.

---

<sup>113</sup> Journal officiel n° 228 du 29 novembre 1999.

<sup>114</sup> Voir le site <http://www.sieca.org.gt/op5-1-MLegalA.htm>, où figurent quatre tableaux indiquant la situation de chaque pays d'Amérique centrale à l'égard de divers traités concernant les droits de propriété intellectuelle.

121. Le Nicaragua et les cinq autres membres de l'ALEAC ont signé deux accords sur l'environnement. L'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement définit un cadre pour la coopération entre les pays dans le domaine de l'environnement, dont l'objet est d'améliorer la protection de l'environnement dans la région. Le Mémoire d'accord sur la création du Secrétariat des questions environnementales établit un secrétariat chargé d'administrer une procédure permettant au public de déposer des plaintes visant la mise en application des lois nationales relatives à l'environnement.

f) Moyens de faire respecter les droits

122. Même si, au cours de ces dernières années, le Nicaragua a renforcé le cadre juridique de la protection des droits de propriété intellectuelle, un certain nombre de préoccupations ont été exprimées au sujet du respect de ces droits. Les plaintes les plus concrètes portent sur l'insuffisance présumée des moyens de faire respecter les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues; l'absence, depuis 2001, d'opérations de police importantes ou de détentions en rapport avec la "piraterie" de musiques et de vidéos; l'existence de preuves empiriques démontrant une multiplication des reproductions de musiques et de vidéos piratées; et l'absence de protection vis-à-vis d'un usage commercial déloyal des données d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou agricoles.<sup>115</sup> Le secteur privé a exprimé des préoccupations similaires. Selon une organisation par exemple, 80 pour cent des programmes informatiques commerciaux utilisés au Nicaragua en 2004 provenaient de copies non autorisées, d'où des pertes de l'ordre de 1 million de dollars EU pour les fournisseurs de programmes informatiques.<sup>116</sup>

<sup>115</sup> USTR (2005), page 438.

<sup>116</sup> Alliance internationale pour la propriété intellectuelle (2005), page 6.